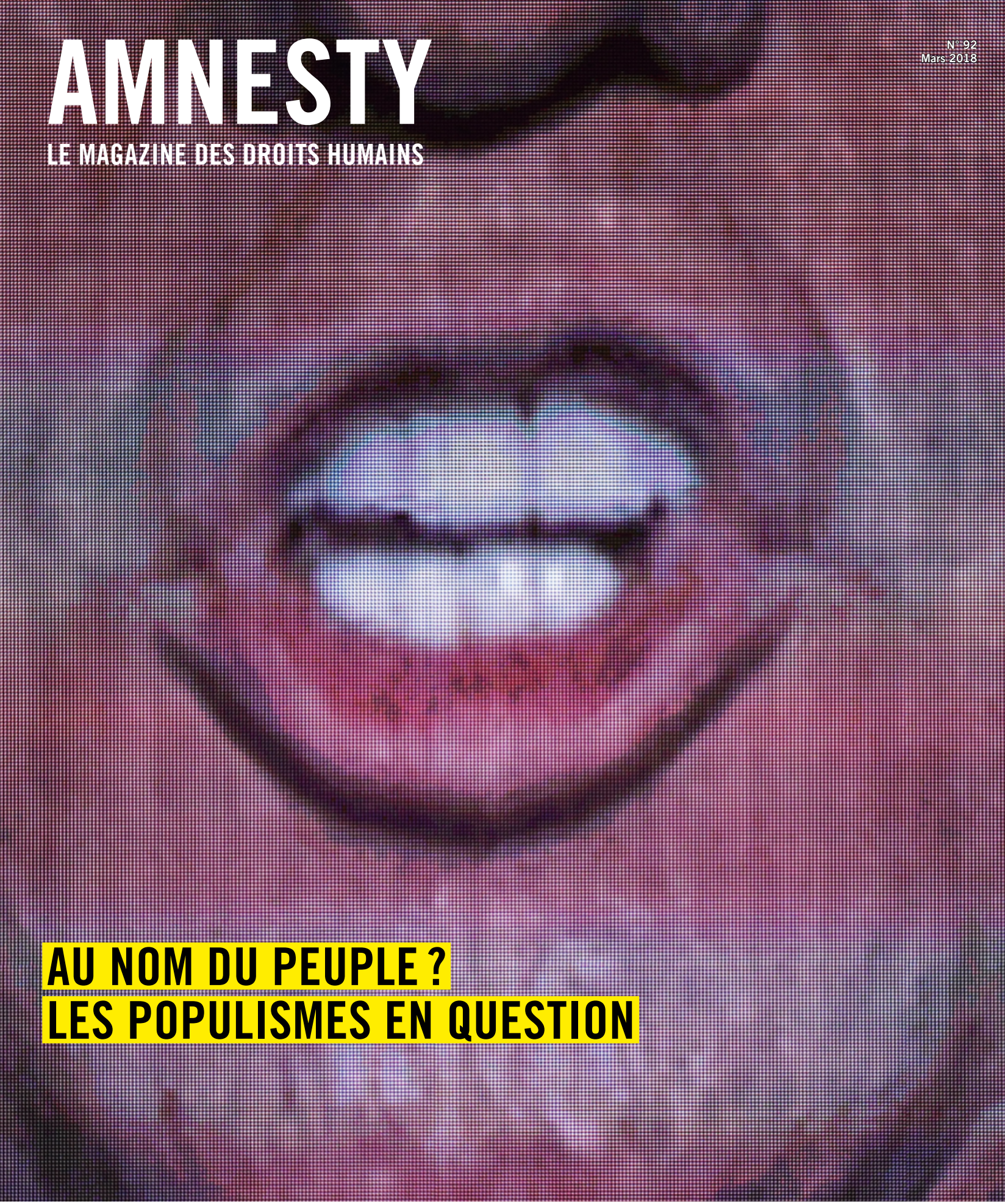
N° 92
Mars 2018

AMNESTY

LE MAGAZINE DES DROITS HUMAINS



AU NOM DU PEUPLE ?
LES POPULISMES EN QUESTION

INDE
Féministe 2.0 à New Delhi

LANCEUR D'ALERTE
Les leçons d'une victoire

AMNESTY INTERNATIONAL

LES DROITS HUMAINS SOUS PRESSION, AUSSI EN SUISSE !

CONFÉRENCE ANNUELLE 2018

La Conférence annuelle 2018 d'Amnesty Suisse aura lieu les 5 et 6 mai à l'Union postale universelle à Berne.

Cette année, nous nous réjouissons d'accueillir comme invité·e·s Idil Eser d'Amnesty Turquie, Sergei Nikitin d'Amnesty Russie et Rachel Logan d'Amnesty Royaume-Uni !

Inscription :
jusqu'au 25.03.2018 sur amnesty.ch/ag

Dépôt des motions et postulats :
jusqu'au 09.03.2018 à ag@amnesty.ch

Une table ronde, des ateliers et une action seront organisés autour du thème **« Droits humains sous pression, aussi en Suisse ! ».** Amnesty International s'engage avec détermination pour renforcer les droits humains.

Avec la campagne **« Brave »**, nous soutenons les défenseurs et défenseuses des droits humains dans le monde entier. Avec la campagne **« Les droits humains sont notre force »,** nous nous opposons à l'initiative dite des « juges étrangers », qui menace la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH).

AMNESTY INTERNATIONAL

Photo de couverture
Plus qu'une idéologie, le terme « populisme » désigne **un style politique.**
© AFP/Jim Watson

OUVERTURES

4 **Éditorial**

5 **Good News**

6 **En image**

7 **En bref**

9 **Opinion**
Des vertus libératrices de #MeToo

POINT FORT

Au nom du peuple? Les populismes en question

© Nicole S. Glass/Shutterstock.com

Les populismes ont le vent en poupe. Des États-Unis à la Hongrie en passant par la Bolivie et la Suisse, ce dossier offre un tour d'horizon, qui devrait inciter à la mobilisation.

12 **L'heure des démagogues**
Populisme: le terme est omniprésent dans les médias, mais sa définition est loin de faire consensus. Analyse.

14 **Le populisme est-il mort?**
Aux États-Unis, le populisme n'est pas un gros mot. Lotta Suter explore ses racines et ses visages dans ce pays.

16 **La tentation du pouvoir**
En Bolivie, l'éclat du socialisme s'effrite sous l'autoritarisme du président Morales. Reportage de Sandra Weiss.

18 **Un simulacre de démocratie**
Le populisme rime-t-il avec extrême droite en Europe de l'Est? Analyse de Keno Verseck.

21 **À l'assaut des médias**
En Suisse, le monde médiatique est mis à rude épreuve. Ces mutations favorisent l'émergence de nouveaux acteurs.

24 **La démocratie à l'ère du smartphone**
Facebook, « fake news » et « bulles de filtres »: les nouveaux médias menacent-ils notre démocratie? Interview de Bernhard Pörksen.

ÉCLAIRAGES

26 Inde
Féministe 2.0 à New Delhi

© Tarun Chawla/Feminism In India

Mettant les nouvelles technologies au service de sa lutte, la militante féministe Japleen Pasricha « écrase le patriarcat ». Rencontre.

28 Rwanda
« La planète Taire »

31 Lanceur d'alerte
Les leçons d'une victoire

ÉCHOS

32 Couvertures
Une rose chez les loups
Chemins d'espérance
Et si j'étais né·e ailleurs?

33 Couvertures
« Toute caresse toute confiance se survivent »
Être une fille bien

34 BD
Par Herji

35 Interview
Parler pour les naufragé·e·s

36 Espace fiction
Milan, Hôtel Gran Duca

ACTION

39 PortrAIt
Lolita Chavez, la voix du peuple quiché

Impressum : AMNESTY, le magazine des droits humains paraît tous les trois mois. N°92, mars 2018. **AMNESTY** est le magazine de la Section suisse d'Amnesty International. En tant que journal généraliste des droits humains, **AMNESTY** est amené à traiter de sujets qui ne reflètent pas toujours strictement les positions de l'organisation. Amnesty International a adopté un langage épicène: plus d'informations sur www.amnesty.ch/epicene **Editeur :** Amnesty International, Section suisse, 3001 Berne, tél. 031 307 22 22, fax: 031 307 22 33, e-mail: info@amnesty.ch **Rédaction: AMNESTY**, Rue de Varembé 1, 1202 Genève, tél. 021 310 39 40, fax 021 310 39 48, e-mail: info@amnesty.ch **Administration:** Amnesty International, Case postale, 3001 Berne. Veuillez svp indiquer le n° d'identification qui se trouve sur l'étiquette lors de paiements ou de changements d'adresse. Merci! **Rédactrice en chef:** Nadia Boehlen **Journaliste stagiaire:** Camille Grandjean-Jornod **Rédaction:** Lise Cordey, Candice Georges, Paolina Hurlimann, Julie Jeannet, Anaïd Lindemann, Déo Negamiyimana, Bénedicte Savary, Tharcisse Semana, Amandine Thévenon **Corrections:** Joseph Christe, Nicole Edwards, Marga Voelkle **Ont également participé à ce numéro:** Noémie Matos, Ramin Nowzad, K. Nzoribara, Jean Stern, Lotta Sutter, Keno Verseck, Sandra Weiss **Diffusion:** membres (dès cotisation de 30 francs par an) **Le magazine AMNESTY est disponible en ligne:** issuu.com/magazineamnestysuisse **Conception graphique:** www.muellerluetolf.ch **Mise en page:** Atoll « îlots graphiques » Catherine Gavin **Impression:** Stämpfli, Berne **Tirage:** 35000 exemplaires.

www.amnesty.ch **facebook.com/amnesty.suisse** **twitter.com/amnesty_suisse** **International: www.amnesty.org** **www.instagram.com/amnesty_schweiz**

© Samuel Fromhold

Le populisme peut contenir des revendications et des politiques légitimes, notamment celles qui visent à renforcer l'État social, nous disent politistes et sociologues. Mais dans l'ensemble, hormis un regard sur les caudillismes de gauche, en Bolivie ou au Venezuela, ces spécialistes concentrent leur analyse sur les leaders des droites extrêmes. Et montrent à quel point leurs politiques rognent les acquis démocratiques tout en diabolisant certains groupes de la société : minorités ethniques ou sexuelles, migrant·e·s. Ce numéro du magazine offre un tour d'horizon, tout en décryptant la manière dont les populismes pénètrent les médias classiques ou utilisent les nouveaux médias pour diffuser leurs thèses.

L'exemple suisse, où nous votions sur l'initiative « No Billag » au moment de mettre sous presse et où des sites de réinformation liés aux droites extrêmes profitent du vide laissé par l'affaissement des médias classiques, est d'une actualité brûlante. En Europe, la Hongrie est le pays qui a poussé le plus loin le démantèlement de l'État de droit. Dans le nouveau cadre « illibéral » qu'il a créé, Orbán exclut, à coups de polémiques, de coupes dans l'aide sociale ou de soutien aux milices citoyennes, les groupes qui n'appartiennent pas à la clientèle du Fidesz. De l'autre côté de l'Atlantique, le président Trump flatte sa clientèle électorale à coups de slogans et de mesures sexistes, racistes et xénophobes, tout en menant une politique économique qui privilégie une poignée de superriches. Un inquiétant tour d'horizon, qui devrait inciter plus que jamais à la mobilisation.

Nadia Boehlen, Rédactrice en chef

GOOD NEWS

Fermeture de la « prison de la torture »

ÉTHIOPIE – Début janvier, le Premier ministre éthiopien Hailemariam Desalegn a annoncé la fermeture de la prison de Maekelawi. Dans ce centre de détention tristement célèbre situé dans la capitale éthiopienne, Addis-Abeba, la torture était monnaie courante, en particulier à l'encontre de celles et ceux qui osaient porter des opinions dissidentes. Cette annonce a été suivie de la libération de 528 personnes incarcérées dans plusieurs prisons, dont le dirigeant de l'opposition, Merera Gudina. Ces nouvelles réjouissantes pourraient augurer un nouveau chapitre pour les droits humains en Éthiopie. Elles ne sont toutefois qu'un premier pas, a déclaré Amnesty International : l'ensemble des prisonniers et prisonnières d'opinion doivent être libéré·e·s, et des enquêtes doivent être menées sur les allégations de torture et de disparitions forcées, suivies de la traduction en justice des responsables présumé·e·s.

© Amnesty International

Le dirigeant de l'opposition **Merera Gudina** fait partie des 528 personnes libérées mi-janvier 2018 en Éthiopie.

Égalité devant le mariage

AUSTRALIE – Le Parlement australien a promulgué le 7 décembre dernier une loi autorisant le mariage entre personnes du même sexe. Cette victoire pour l'égalité des personnes LGBTI a été obtenue après un processus de consultation populaire éprouvant pour les personnes concernées. Voulu par l'opposition conservatrice au mariage gay, le sondage des électeurs et électrices a finalement mis en lumière une majorité de 62% en faveur de l'égalité devant le mariage. Cette décision fait de l'Australie le quatrième pays à légaliser le mariage entre personnes du même sexe en 2017, après l'Allemagne, la Finlande et Malte.

© David Jackmanson

L'égalité devant le mariage, obtenue en décembre 2017 en Australie, répond à une **revendication de longue date,** comme ici lors d'une manifestation en 2009 à Melbourne.

GOOD NEWS

Un ancien prisonnier d'opinion retrouve sa famille

CHINE – Le réalisateur tibétain et ancien prisonnier d'opinion Dhondup Wangchen a pu rejoindre son épouse et leurs enfants aux États-Unis, près de 10 ans après avoir été arrêté en Chine pour avoir réalisé un film documentaire sur le Tibet. Il y recueillait les impressions de Tibétain·e·s ordinaires à l'approche des Jeux olympiques de 2008 à Pékin. Ces séquences, montées par son cousin en Suisse, avaient été montrées à des journalistes de l'étranger juste avant l'ouverture des Jeux olympiques, sous le titre *Leaving Fear Behind*.

Dhondup Wangchen a été arrêté en mars 2008 et détenu au secret pendant plus d'un an, avant d'être condamné à six ans d'emprisonnement pour « incitation à la subversion du pouvoir de l'État ». En prison, il a été soumis à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements. Libéré en 2014 dans un état de santé critique, il était depuis lors soumis à une surveillance étroite de la part des autorités.

Les Tibétain·e·s continuent à subir des discriminations et des restrictions de leurs droits à la liberté de religion, d'expression, d'association et de réunion pacifique. Des charges vagues de « séparatisme » et de « subversion du pouvoir de l'État » continuent à être utilisées afin de poursuivre celles et ceux qui exercent leurs droits fondamentaux de manière pacifique.

© Lhamo Tso

Les enfants et la femme de Dhondup Wangchen s'étaient exilé·e·s aux États-Unis, où le réalisateur tibétain a pu les rejoindre fin décembre 2017.

Libération d'une avocate et prisonnière d'opinion

ÉGYPTE – Mahienour el Massry, avocate spécialisée dans la défense des droits humains, a pu sortir de prison le 16 janvier 2018, après qu'un tribunal a rendu une décision en faveur de sa relaxe. Ancienne prisonnière d'opinion, elle n'avait été arrêtée qu'en raison de son militantisme pacifique. Elle avait été condamnée le 30 décembre 2017 à deux ans de prison pour « participation à une action de protestation non autorisée » et « démonstration de force ». Sa libération représente une occasion rare où la justice triomphe et « une lueur d'espoir pour les milliers d'autres personnes incarcérées en Égypte sans raison légitime dans le cadre de la politique de répression des autorités contre les militants et la société civile », a déclaré Amnesty International.

© Mohamed Hosny

L'avocate égyptienne **Mahienour el Massry** a été relaxée par le tribunal correctionnel de Montazah, à Alexandrie, en janvier 2018.

Journaliste acquitté

CAMEROUN – Un journaliste de Radio France Internationale (RFI) a vu sa peine de 10 ans d'emprisonnement annulée juste avant Noël. Ahmed Abba avait été condamné pour « non-dénonciation d'actes de terrorisme » et « blanchiment du produit d'un acte terroriste », alors qu'il ne faisait que son travail de journaliste en enquêtant sur le conflit avec Boko Haram dans le nord du pays. Arrêté en juillet 2015, il a été détenu au secret pendant trois mois et torturé dans un centre dirigé par les services secrets camerounais. Son procès a été entaché d'irrégularités, et Amnesty International considère qu'il n'aurait jamais dû être arrêté. Après deux ans de détention, la cour d'appel militaire de Yaoundé a ramené sa peine à 24 mois, qu'il a déjà purgés.

Pas d'armes pour le conflit au Yémen

YÉMEN – La Norvège a annoncé le 3 janvier qu'elle suspendait les transferts d'armes vers les Émirats arabes unis en raison de préoccupations concernant leur utilisation possible dans le conflit au Yémen. Le 19 janvier, l'Allemagne a aussi annoncé qu'elle cessait « immédiatement » d'autoriser les exportations d'armes vers toutes les parties impliquées dans le conflit. Ces annonces font suite à un lobbying intensif d'Amnesty International et d'autres ONG appelant tous les États à cesser de fournir des armes à la coalition menée par l'Arabie saoudite. Dans ce conflit qui dure depuis trois ans, toutes les parties bafouent le droit international. La vie des civil·e·s est dévastée par les bombardements et les tirs d'obus aveugles, les détentions arbitraires, les disparitions forcées et une crise humanitaire qui ne cesse de s'aggraver.

© Amnesty International

Les bombardements de la coalition menée par l'Arabie saoudite au Yémen touchent fréquemment des bâtiments civils, comme ici l'école de filles al-Shaymeh, détruite par des missiles en novembre 2015.

© Amnesty International/Sergio Ortiz Borbolla

MEXIQUE – Les pays du « Triangle du Nord » – Guatemala, Salvador et Honduras – sont gangrenés par une violence généralisée. Depuis des années, des hommes, des femmes et des enfants fuient ces nations qui comptent parmi les plus violentes de la planète. Beaucoup cherchent un refuge au Mexique, comme ces personnes traversant la frontière entre le Guatemala et le Mexique. Là, les services mexicains de l'immigration les renvoient régulièrement sans tenir compte des risques encourus dans leur pays, en violation du principe de « non-refoulement ». Ces expulsions illégales mettent en danger leur vie, comme celle d'un chauffeur de bus interrogé par Amnesty International, assassiné quelques jours après son renvoi au Honduras.

Manœuvres judiciaires

TURQUIE – Le 31 janvier 2018, un tribunal ordonne la libération de Taner Kılıç, le président d'Amnesty Turquie, détenu depuis huit mois pour des allégations sans fondement et malgré l'absence de preuve à son encontre. Sa femme et ses filles l'attendent devant la porte de la prison jusque tard dans la nuit, impatientes de retrouver enfin leur mari et père. En vain : au lieu d'être relâché, Taner Kılıç est réarrêté et placé à nouveau en détention. Un revirement incompréhensible de la part de la justice turque. Un million de personnes ont déjà demandé la libération de l'avocat et défenseur des droits humains à travers le monde.

© DR

Taner Kılıç est séparé de **sa femme et de ses filles** depuis son arrestation en juin dernier.

Répression impitoyable

IRAN – Amnesty International appelle les autorités iraniennes à enquêter sur les circonstances de la répression qui s'est abattue sur des manifestant·e·s depuis le 28 décembre dernier. À cette date, des milliers d'Iranien·ne·s ont commencé à descendre dans les rues pour protester contre la pauvreté, la corruption, la répression politique et le régime autoritaire. Des informations indiquent que les forces de sécurité ont utilisé des armes à feu contre des manifestant·e·s non armé·e·s. Les autorités ont confirmé la mort d'au moins 22 personnes, dont deux agents des forces de sécurité. Plus de mille personnes ont également été arrêtées et placées en détention dans des prisons connues pour les actes de torture et autres mauvais traitements infligés aux détenu·e·s. Au moins cinq de ces personnes sont décédées dans des circonstances qui restent à établir.
Par ailleurs, deux femmes ont été arrêtées le 27 décembre 2017 à Téhéran pour avoir manifesté pacifiquement contre le port obligatoire du voile. Ces deux arrestations semblent s'inscrire dans le cadre d'une vague de répression contre les femmes qui rejoignent ou soutiennent la campagne *White Wednesdays*.

© Amnesty International

La seule **prison d'Evin, à Téhéran,** a enregistré 423 nouvelles personnes détenues entre le 31 décembre 2017 et le 1er janvier 2018.

Neutralité du web abrogée

ÉTATS-UNIS – Le 14 décembre 2017, la Commission fédérale des communications, aux États-Unis, a voté la suppression de la réglementation sur la neutralité d'internet. Cette décision a de graves implications pour la liberté d'expression et les droits humains. Les fournisseurs d'accès internet peuvent désormais restreindre, bloquer ou donner un accès préférentiel à certains flux de données, réserver l'accès utilisateur gratuit à certains services en ligne et accorder un traitement préférentiel à certains flux en échange d'un paiement.

SURVOL

ISRAËL – Ahed Tamimi, une Palestinienne de 16 ans, encourt jusqu'à 10 ans de prison suite à une altercation avec deux soldats israéliens. Une sanction disproportionnée selon Amnesty International, car l'adolescente ne représentait aucune menace réelle pour les soldats, armés de fusils.

RUSSIE – Memorial, la grande organisation de défense des droits humains russe, est la cible d'attaques. Le 9 janvier, la police a arrêté Oyoub Titiev, responsable du bureau régional en Tchétchénie, sur la base d'accusations de détention de stupéfiants forgées de toutes pièces. Une semaine plus tard, le bureau de Memorial en Ingouchie a été touché par un incendie criminel. Le 23 janvier, c'est la voiture utilisée par les membres de l'ONG au Daghestan, une autre république voisine, qui a été brûlée.

MYANMAR – Deux journalistes de l'agence Reuters, Wa Lone et Kyaw Soe Oo, ont été arrêtés le 12 décembre 2017 alors qu'ils enquêtaient sur les récentes opérations militaires menées dans l'État d'Arakan.

ÉGYPTE – Sami Anan, ancien chef d'état-major des armées, a été arrêté le 23 janvier 2018, quelques jours après avoir annoncé sa candidature aux élections présidentielles de mars 2018. Cette arrestation, qui fait suite à celle de plusieurs autres candidat·e·s, représente une nouvelle entrave à des élections libres de la part du gouvernement égyptien.

REGARD DÉCALÉ DU SANG SUR LE BALLON

© soccer.ru/Creative Commons

La Russie se prépare activement pour la Coupe du monde de football de juin prochain. Dans le cadre des préparatifs, une opération de nettoyage plutôt sanglante. Des associations de défense des animaux accusent onze villes russes de mener une campagne d'abattage en masse des chiens et chats errants.
D'après les associations de défense des animaux qui l'ont interpellée, la FIFA se serait défilée par une réponse plutôt lapidaire : « Nous avons reçu beaucoup de lettres, mais nous avons tant de choses à faire que nous en prenons note sans pour autant pouvoir vous aider. » Aura-t-elle plus de temps lorsqu'il s'agira de défendre les droits humains et la liberté d'expression ?

CGJ

Renvoyée enceinte contre l'avis des médecins

SUISSE – Le 20 novembre 2017, l'Appel contre l'application aveugle du règlement Dublin a été remis aux autorités fédérales, muni de 33 000 signatures. Un mois plus tard, la presse alémanique s'est fait l'écho d'un cas à Zurich illustrant une nouvelle fois l'application problématique de ce règlement par la Suisse. Une femme érythréenne enceinte de huit mois a été renvoyée vers l'Italie par vol spécial, malgré un certificat médical la déclarant inapte au voyage. Elle a été expulsée avec son bébé d'un an, alors que le père des enfants vit en Suisse avec un permis F pour réfugié.

© bygabee.com

L'**Appel contre l'application aveugle du règlement Dublin** demande que les autorités suisses appliquent le règlement Dublin de manière moins stricte et respectent leurs obligations de protection envers les enfants réfugié·e·s et leurs familles.

L'Europe complice d'un vaste système d'abus et d'exploitation

LIBYE/UNION EUROPÉENNE – Il y a une année, le 2 février 2017, l'Italie signait un accord avec la Libye aux termes duquel elle s'engageait à coopérer avec les forces armées et les gardes-frontière libyens « afin de juguler l'afflux de migrants illégaux », empêchant ainsi tant les migrant·e·s que les réfugié·e·s de gagner l'Europe. La stratégie italienne a été appuyée dès le lendemain par les dirigeant·e·s européen·ne·s dans la Déclaration de Malte. Depuis, les gouvernements européens, y compris la Suisse, ont fourni aux gardes-côtes libyens des bateaux, des formations et de l'aide pour patrouiller en Méditerranée et repousser celles et ceux qui tentent une traversée pour rejoindre l'Europe. En 2017, environ 20 000 personnes ont été interceptées par les gardes-côtes libyens et reconduites en Libye, dans des centres de détention où la torture est monnaie courante. Alors que le fait que des migrant·e·s soient vendu·e·s comme esclaves en Libye a suscité l'indignation générale, Amnesty International relève que les gouvernements européens se rendent complices des violences et des tortures infligées aux migrant·e·s et réfugié·e·s en Libye.

© Tawa Jawashi

En Libye, les migrant·e·s et les réfugié·e·s doivent séjourner pendant des mois dans **des centres de détention où règnent des conditions inhumaines.**

EN CHIFFRES

- Au moins **281 HOMICIDES DE DÉFENSEUR·E·S** des droits humains recensés par l'ONG Front Line Defenders en 2016, soit presque deux fois plus qu'en 2015.
- Plus de **1000 PERSONNES DÉPLACÉES** de force en seulement quatre jours à la mi-janvier en Colombie, en raison d'affrontements entre des groupes armés.
- **200 PROJETS DE LOI ANTI-DROITS HUMAINS** au Brésil au cours de la seule année 2017.
- **987 PERSONNES TUÉES PAR LA POLICE** aux États-Unis en 2017, selon un décompte du *Washington Post*.
- **16 ANS D'INJUSTICE** dans le centre de détention de Guantánamo, où sont détenues encore 41 personnes, dont certaines depuis plus de 10 ans, sans inculpation ni jugement.
- **11 MORTS ET 30 000 SANS-ABRI** au Nigeria suite à des expulsions forcées violentes dans des quartiers défavorisés de Lagos.

VOS LETTRES

Un article vous a fait réagir, vous désirez vous exprimer ? Envoyez-nous un courrier postal ou un e-mail à info@amnesty.ch

DES VERTUS LIBÉRATRICES DE #METOO

© Hayk_Shalunts/Shutterstock.com

Des millions de personnes dans le monde se sont ralliées derrière le **hashtag #MeToo** (ici lors d'une manifestation à Miami le 22 janvier 2018), protestant contre le harcèlement et les violences sexuelles subies par les femmes.

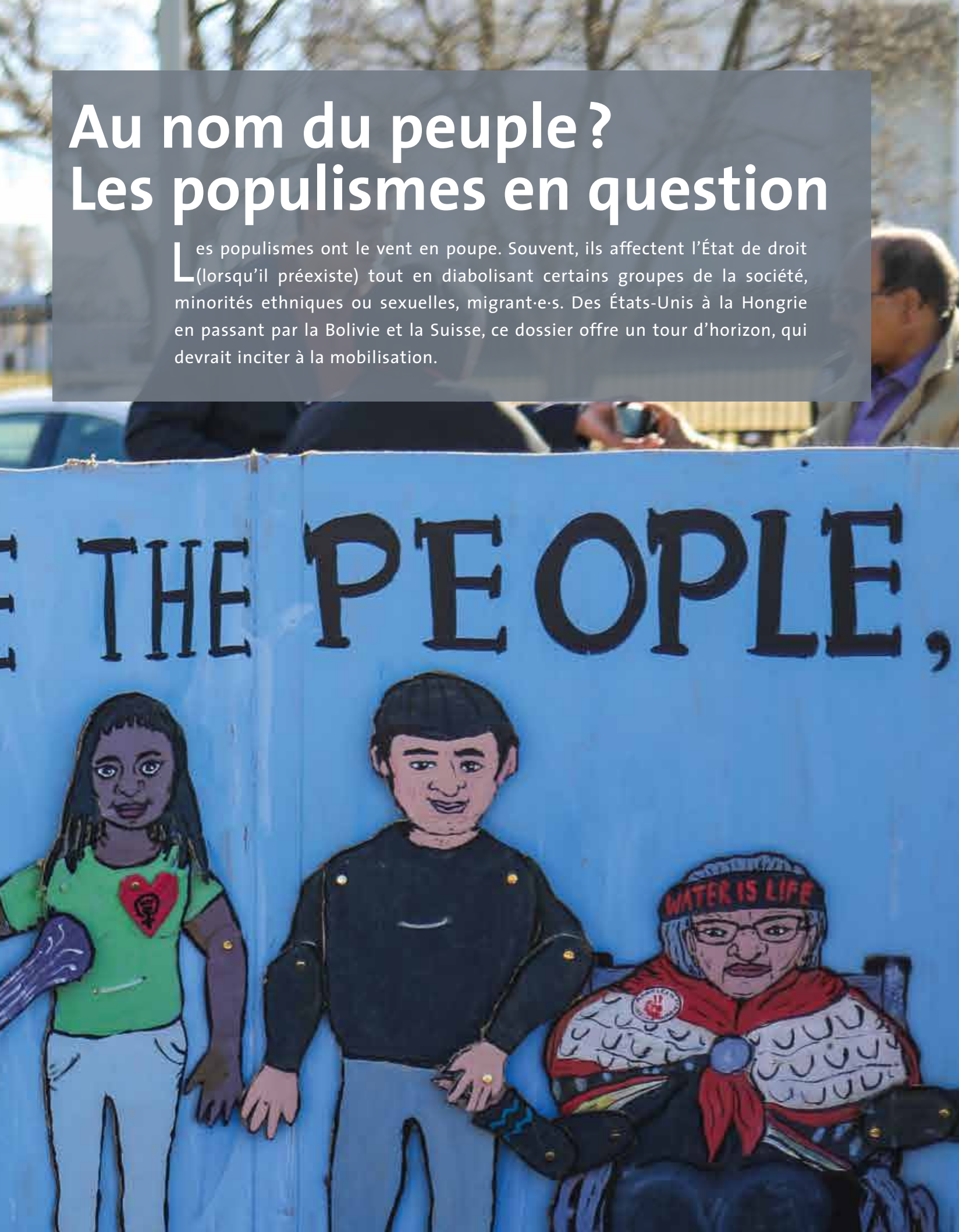
L'ancien producteur hollywoodien Harvey Weinstein a été accusé d'agressions sexuelles, de harcèlement et de viols par près d'une centaine (!) de femmes depuis octobre. La parution des témoignages d'une partie d'entre elles dans les médias américains a déclenché un mouvement de libération de la parole. D'autres hommes influents ont à leur tour été dénoncés. En Suisse, le politicien valaisan Yannick Buttet a été suspendu de la vice-présidence du parti démocrate-chrétien et contraint à démissionner dans la foulée des accusations et témoignages concordants de harcèlement établis par plusieurs femmes.
Des millions de personnes se sont ralliées derrière le hashtag #MeToo ou d'autres campagnes, révélant l'ampleur du harcèlement sexuel et d'autres formes de violence dont les femmes sont victimes au quotidien partout dans le monde.
Puis, on a débattu. Les hashtags, en particulier #BalanceTonPorc, dont plusieurs commentateurs et commentatrices ont souligné la crudité, oubliant candidement que le slogan répondait au caractère sordide des viols et des actes de harcèlement, présentaient-ils réellement des vertus pour les femmes concernées? Que pouvaient-elles donc tirer de pareils déversements de haine ou d'aussi viles dénonciations? Sur les ondes de La Première, le journaliste Alain Rebetez, en habile observateur de nos vaudevilles politiques, s'adressait aux politiciennes en leur proposant *(sic)* de gifler les hommes qui les importunaient. Peu importe si ces hommes auraient ensuite beau jeu de traiter d'hystériques celles qui seraient passées à l'acte.
Emmenées par l'actrice Catherine Deneuve, une centaine de personnalités françaises ont quant à elles maladroitement appelé à ne pas mettre tout le monde dans le même panier. Un homme qui fait la cour ou un « lourdaud » n'est pas un prédateur ou un harceleur, ont-elles expliqué au public et aux femmes francophones, mettant l'accent sur la nécessité de disculper les premiers pour se prémunir d'un regain irrémédiable de puritanisme.
Heureusement, le débat a aussi connu de belles avancées. Des hommes se sont scrutés, courageusement. Certains d'entre eux, comme le journaliste et chroniqueur Nicolas Ulmi, ont souligné que, contrairement à une croyance largement répandue parmi eux et alimentée par notre culture, notamment le cinéma, lorsqu'une femme dit non, c'est non. Ce n'est pas qu'elle dit non parce qu'elle n'oserait pas dire oui. Ce n'est pas qu'elle est timorée, mais consentante, et ce n'est pas qu'il faudrait l'amener ou la forcer (!) à certaines pratiques au nom de son épanouissement sexuel et personnel. Malgré ce préjugé tenace – je me rappelle ce camarade qui, sur les bancs du lycée, me murmurait que les femmes rêvaient toutes de se faire violer –, les femmes sont maîtresses de leur désir et de leur corps, ont écrit avec justesse et finesse certains hommes.
De leur côté, à l'exemple de l'ancienne conseillère nationale Anne-Catherine Menétrey-Savary dans une tribune parue dans *Le Courrier,* des femmes se sont mises à nu avec élégance et pudeur, décrivant les actes déplacés ou les violences subies. Chemin faisant, elles ont rappelé à toutes celles qui ne pouvaient pas parler publiquement, par pudeur, par peur pour leur fonction ou des représailles d'un homme, ou encore pour protéger certains êtres chers, que non, il ne fallait pas réduire les femmes qui subissaient le viol, le harcèlement et la violence au statut de victimes, mais considérer de la sorte les hommes qui en étaient les auteurs. Victimes de leur misère morale et sexuelle.
Maniant avec esprit les hashtags apparus dans le sillage de l'affaire Weinstein sans pour autant les renier, ces femmes ont souligné leurs vertus conquérantes et libératrices. |

Nadia Boehlen

© Nicole S. Glass/Shutterstock.com

Au nom du peuple ? Les populismes en question

Les populismes ont le vent en poupe. Souvent, ils affectent l'État de droit (lorsqu'il préexiste) tout en diabolisant certains groupes de la société, minorités ethniques ou sexuelles, migrant·e·s. Des États-Unis à la Hongrie en passant par la Bolivie et la Suisse, ce dossier offre un tour d'horizon, qui devrait inciter à la mobilisation.



L'heure des démagogues

Populisme, un terme omniprésent dans les médias. Pourtant, il n'y a pas de consensus entre politistes et sociologues pour définir cette notion. Ceux que nous avons interrogés relèvent cependant la tendance des démagogues qui portent ce style politique ou, selon la définition donnée, des politicien·ne·s de la droite extrême, à s'approprier et à instrumentaliser les velléités du « peuple ». Par Nadia Boehlen

© REUTERS/Arnd Wiegmann

En Suisse, les partis populistes ont su utiliser les instruments de la démocratie directe, comme **l'initiative populaire,** pour véhiculer leurs revendications.

« La science politique, puis les médias, ont commencé à utiliser le terme de populisme en Europe pour ne plus parler d'extrême droite ou de fascisme, notamment en France au moment des premières percées électorales du Front national dans les années 1980 », analyse Antoine Chollet. Ce chercheur du Centre Walras-Pareto d'études interdisciplinaires de la pensée économique et politique définit le populisme comme une défense de la souveraineté populaire et de la démocratie. Selon lui, « le populisme porte un projet radical de réforme qui reste dans un cadre démocratique. » Des partis comme l'UDC ou le Front national, qui ne proposent pas de réformes profondes du système politique en place, ou même qui attaquent le cadre démocratique, n'y participent donc pas.

Tout autre est la définition qu'en fait le philosophe et politiste français Pierre-André Taguieff*. D'après lui, « le populisme se caractérise, d'une part, par le culte affiché du peuple, et plus particulièrement des classes populaires, célébrées comme "saines", "honnêtes" ou "authentiques", et, d'autre part, par l'appel au peuple lancé par un tribun. » Si Taguieff précise que le populisme est compatible avec n'importe quel contenu idéologique, son analyse se concentre sur le style des leaders de la droite extrême qui, à l'instar de Donald Trump, Viktor Orbán ou Marine Le Pen, prétendent s'opposer au système, tout en fustigeant l'immigration et l'islam. Autant de « démagogues talentueux qui exploitent les défaillances des vieux partis de centre-droit et de centre-gauche avec un dynamisme renforcé par le terrorisme djihadiste. »

D'après Ashfaq Khalfan, directeur du programme Droit et politique d'Amnesty International, le populisme peut inclure des revendications légitimes et des politiques positives visant au renforcement de l'État providence, mais il devient problématique lorsqu'il cherche à priver certains groupes de la société de leurs droits fondamentaux. C'est le cas lorsque Rodrigo Duterte, aux Philippines, stigmatise les toxicomanes et appelle à leur élimination de la société. Et quand, en France, le Front national diabolise les musulman·e·s et les réfugié·e·s. Ou quand les nationalistes en Inde prétendent que les environnementalistes nuisent à la croissance économique du pays. Ashfaq Khalfan souligne aussi le paradoxe qui se loge souvent au cœur des mouvements populistes : « Un leader populiste prétend parler au nom du "peuple" en défiant les élites, alors qu'il est souvent lui-même issu des cercles des élites. »

Autoritarisme à l'Est | Selon les régions dans lesquelles il se déploie et les éléments idéologiques – de gauche ou de droite – qu'il absorbe, le populisme prend des formes spécifiques. Les dirigeants de Pologne, de Hongrie et de République tchèque, par exemple, sont aussi démagogues que les leaders populistes occidentaux, mais plus autoritaires,

observe Pierre-André Taguieff. Une différence de taille porte «sur la place plus importante accordée à la préservation de l'identité religieuse chrétienne, qui colore les positions anti-immigration et anti-islam». Par opposition, «l'insistance sur la défense de la laïcité, qu'on trouve par exemple dans le discours du nouveau Front national en France, est étrangère aux populismes identitaires de l'Est.»

Frontières brouillées | Le populisme de gauche définit généralement l'ennemi sur la base de la classe sociale et économique, en ciblant les élites nationales et étrangères, relève Ashfaq Khalfan. Mais il y a des cas où les populistes de gauche ciblent des groupes ethniques particuliers, notamment ceux qui semblent dominer l'élite, précise-t-il. Le populisme de gauche appelle à une plus grande intervention de l'État dans la régulation du marché, tandis que certains populistes de droite veulent moins de contrôle étatique – surtout quand la base de leur soutien est constituée par les petites entreprises, résume Ashfaq Khalfan.

Des groupes populistes de droite reprennent par ailleurs des thématiques traditionnellement de gauche, dans une certaine mesure, tout en conservant des tendances racistes. Ces dernières années, le Front national (FN) a par exemple lancé des appels en faveur de la préservation de l'État providence et des zones rurales marginalisées, observe Ashfaq Khalfan. Des politiques qui, rappelle-t-il, ont augmenté de façon spectaculaire le soutien à ce parti de la part d'électeurs et d'électrices qui, traditionnellement, votaient pour les partis socialistes et communistes.

Pour Pierre-André Taguieff, «les étiquetages politiques ''gauche'' ou ''droite'' n'ont plus guère de sens à l'heure où l'opposition principale se met en place entre les modérés d'un vaste centre gauche-droite proglobalisation, et les extrémistes de toutes obédiences, qui se rejoignent dans l'anti-mondialisme.» Même si, précise-t-il, «pour un électoraliste, le FPÖ reste à droite, l'UDC aussi, et le mouvement ''La France insoumise'' de Jean-Luc Mélenchon, à l'extrême gauche. Et si, malgré ses efforts, le nouveau FN n'est pas passé à gauche!»

Le succès électoral de Donald Trump a constitué un encouragement et un modèle à suivre pour les mouvements populistes, estime Pierre-André Taguieff. «La vague trumpiste a montré que la haine et le ressentiment de ceux d'en bas, ou des perdants de la mondialisation, envers les élites dirigeantes pouvaient être efficacement exploités en vue de prendre le pouvoir.» Trump, qu'Antoine Chollet refuse de qualifier de populiste, a, selon ce chercheur, «utilisé les techniques propres aux mouvements d'extrême droite: parler des personnes à la place des sujets politiques, véhiculer une vision policière de l'histoire, développer une conception paranoïaque de la politique et de la société».

Le paradoxe de la démocratie directe | En Suisse, le populisme est paradoxalement servi par les instruments de la démocratie directe. Or la manière dont la droite extrême utilise ces instruments affaiblit la démocratie. «L'UDC fait un usage purement tactique des mécanismes de démocratie directe, et ne les défendra plus le jour où ils contreviendront à ses propres intérêts», relève Antoine Chollet. «Malheureusement, ces circonstances rangent désormais toute défense de la démocratie directe dans les rangs conservateurs, sinon xénophobes», s'inquiète le chercheur.

En Suisse, la démocratie directe a été utilisée comme un instrument pour empêcher les musulman·e·s de construire des minarets, violant ainsi leur droit à la liberté de religion et à la non-discrimination, ou pour refuser aux minorités l'accès à la radiodiffusion publique dans leur langue, remarque quant à lui Ashfaq Khalfan. C'est profondément troublant selon lui, «car une démocratie doit inclure des garanties pour les droits humains, sinon elle devient un instrument de tyrannie d'une majorité organisée». |

** Pierre-André Taguieff est directeur de recherche au CNRS (Centre national de la recherche scientifique) à Paris.*

Pour aller plus loin

De Pierre-André Taguieff:

L'Illusion populiste. Essai sur les démagogies de l'âge démocratique, Paris, Flammarion, coll. «Champs», 2007.

Le Nouveau national-populisme, Paris, CNRS Éditions, 2012.

La Revanche du nationalisme. Néopopulistes et xénophobes à l'assaut de l'Europe, Paris, PUF, 2015.

D'Antoine Chollet:

Défendre la démocratie directe, Lausanne, PPUR, 2011.

«Temps de la démocratie, temps de l'utopie», numéro spécial coédité par Anders Fjeld, Étienne Tassin, Manuel Cervera-Marzal et Alice Carabédian, *Tumultes,* n°49, 2017/2, pp. 31-44.

«Le populisme nord-américain», *in* Gérard Bras (dir.), *De l'injustice,* Montreuil, Le Temps des Cerises (à paraître).

Et encore:

Laura Grattan, *Populism's Power,* Oxford University Press, 2016.

ÉTATS-UNIS

Le populisme est-il mort ?

Aux États-Unis, le populisme n'est pas un gros mot. La *vox populi* se fait entendre à droite comme à gauche, et il n'est pas rare qu'elle se réclame d'un « centrisme radical ». Par Lotta Suter*

« Mes amis, le populisme est aujourd'hui réellement, officiellement, incontestablement mort », se lamentait la journaliste étasunienne Catherine Rampell fin décembre dans le *Washington Post*. « Date officielle du décès : samedi 2 décembre 2017, peu avant deux heures du matin ». Soit au moment de l'adoption d'une réforme fiscale extrêmement impopulaire par le Sénat. Le président Trump s'est empressé de saluer cette décision, et, avec elle, un gigantesque transfert de capitaux des plus pauvres aux plus riches, du peuple à l'élite économique.

Du pain et des jeux | On peut interpréter la métamorphose de Donald Trump, candidat populiste et réactionnaire devenu chantre d'un néolibéralisme encore plus réactionnaire, comme le signal de la fin des mouvements populistes nés aux États-Unis au lendemain de la grande crise économique de 2008. C'est un coup de frein pour le Tea Party et sa « rébellion contre les élites », qui avait conduit à l'élection d'un populiste de droite à la Maison-Blanche. C'est également une défaite cuisante pour le mouvement Occupy, qui avait contribué au succès inattendu du candidat de la gauche populiste aux primaires de la présidentielle, Bernie Sanders.

Mais le populisme étasunien n'est pas vraiment mort. Le président Trump mène certes une politique économique qui privilégie une poignée de superriches. Il n'en continue pas moins à abreuver sa base de slogans et de mesures vexatoires à caractère raciste, sexiste, nationaliste, xénophobe et anti-intellectuel. Le peuple – sous-entendu, principalement les chrétien·ne·s de peau blanche et hétérosexuel·le·s – doit se contenter de ces gesticulations et de quelques miettes du gâteau, tandis que les élites font étalage d'un luxe arrogant. Ce type de populisme rencontre un succès inquiétant, pas seulement aux États-Unis.

© Daryl L./Shutterstock.com

Aux États-Unis, il existe des mouvements populistes tant à droite qu'à gauche. Le **mouvement Occupy,** qui a démarré en 2011, a contribué au bon score du candidat de la gauche populiste, Bernie Sanders, aux primaires de la présidentielle.

Populisme progressiste | L'essor de positions populistes de gauche semble, en revanche, un phénomène plus spécifiquement étasunien. L'élection présidentielle de 2016 a montré qu'une grande partie de la population ne se satisfaisait plus d'avoir à choisir entre les républicains et les démocrates – entre un néolibéralisme pur et dur et sa version light. Elle réclame une politique progressiste, qui défende clairement les

intérêts du peuple contre des élites obnubilées par leur propre profit. Ces intérêts, ce sont ceux de l'ensemble des citoyen·ne·s, indépendamment de leur couleur de peau, de leur identité de genre, de leur religion ou de leur orientation sexuelle. Dans un long essai sur l'avenir post-Trump publié dans le magazine politique *American Affairs,* la philosophe féministe Nancy Fraser arrive à la conclusion que « le populisme progressiste n'est peut-être qu'une étape de la transition vers une nouvelle société postcapitaliste. Refuser cette option revient à prolonger le statu quo. » Avec le risque de continuer à voir les gens s'appauvrir, les systèmes de santé et d'éducation se dégrader, les solidarités se dissoudre.

Une alarme ou un accélérateur | Cette attente d'un populisme progressiste se nourrit de 130 ans d'histoire durant lesquels la politique étasunienne a été marquée par des mouvements, partis et personnalités populistes se réclamant de la gauche, de la droite ou d'un « centre radical ». Les premiers à se revendiquer « populistes » furent les fermiers de l'Ouest en rébellion contre la politique des banques et des industriels de la côte Est, à la fin du XIX^{e} siècle. Leur mouvement fut de courte durée. Les partis établis reprirent à leur compte certaines de leurs revendications. Fait intéressant, ces premiers populistes de gauche s'efforcèrent déjà d'associer à leur lutte des Afro-Américain·e·s et des femmes.

Aux États-Unis, chaque fois que les valeurs prônées par la classe politique ne répondent plus aux peurs, aux espoirs et aux préoccupations d'une large part de la population, on voit apparaître des mouvements populistes. Comme un signal d'alarme annonçant une crise politique, ou comme un catalyseur de changement pour le système politique en place. C'est ce qui explique qu'un candidat se revendiquant du populisme de droite ait pu être élu à la présidence en 2016. Et qu'un populiste de gauche comme Bernie Sanders est encore aujourd'hui considéré comme le politicien de loin le plus populaire des États-Unis.

Une politique pour le peuple | Aujourd'hui comme hier, les groupements populistes étasuniens ne se laissent pas toujours classer selon un schéma classique gauche / droite. « Le populisme n'est pas une idéologie, mais une logique politique, une manière particulière de penser la politique », écrit le journaliste et philosophe John Judis dans son ouvrage *The Populist Explosion,* paru en 2016. Il y examine comment la crise économique de 2008 a transformé le paysage politique aux États-Unis et en Europe. Et propose une distinction utile – bien qu'idéologiquement teintée –: selon lui, le populisme de gauche se positionne sur un axe vertical, où les classes inférieures et moyennes s'élèvent contre celles et ceux qui trônent tout en haut. Quant au populisme de droite, il oppose le peuple à une élite accusée de favoriser indûment un troisième groupe, qu'il s'agisse des migrant·e·s, des musulman·e·s ou des bénéficiaires de l'aide sociale. Le populisme de gauche met donc face à face deux adversaires, là où le populisme de droite distingue trois groupes : ce dernier regarde vers le haut, mais également vers un *outgroup,* une minorité stigmatisée.

La faiblesse du populisme, c'est sa propension à désigner des boucs émissaires. Sa force, c'est de nommer clairement les conflits, qu'ils soient ouverts ou latents, sans chercher à les étouffer sous des compromis hâtifs – comme aujourd'hui, la crise du néolibéralisme et la nécessité d'une alternative politique pour le peuple. Tout le peuple. |

** Correspondante et auteure indépendante établie dans le Vermont (USA).*

« Nous, le peuple »

La Constitution des États-Unis, contrairement à celle de la Suisse, ne commence pas par la formule solennelle « Au nom de Dieu Tout-Puissant ». Ce texte fondateur datant de 1787 s'ouvre sur un « Nous, le peuple » plein d'assurance. Certes, les treize États fondateurs s'accordèrent bien vite pour ne reconnaître qu'aux hommes blancs l'appartenance à ce peuple et la citoyenneté. En 1857, l'esclave Dred Scott voulut intenter un procès à son propriétaire afin d'obtenir la liberté. La Cour suprême jugea alors qu'un « nègre », même né aux États-Unis, ne pouvait par principe posséder aucun droit « qu'un Blanc soit tenu de respecter ». En 1872, une militante des droits des femmes, Susan Anthony, fut condamnée et amendée pour « tentative de vote illégal ». Ce n'est qu'au XX^{e} siècle que les droits politiques furent progressivement étendus aux femmes et aux populations afro-américaines et autochtones. Pourtant, de nos jours encore, la droite étasunienne cherche à empêcher les minorités ethniques de s'exprimer dans les urnes. Les 11 millions de personnes sans-papiers qui vivent, travaillent et paient des impôts aux États-Unis ne disposent d'aucun droit politique.

Ce très bref aperçu de l'histoire des États-Unis illustre deux éléments cruciaux pour comprendre la nature du populisme dans ce pays. Premièrement, le peuple, c'est-à-dire les citoyen·ne·s, y a toujours joué un rôle central dans la politique, primant celui des partis, des institutions et des structures fédérales. Deuxièmement, le « peuple » est depuis la fondation des États-Unis une entité à géométrie variable. Savoir qui appartient à ce peuple ou non demeure aujourd'hui encore un enjeu de débat politique, culturel et économique. LS

BOLIVIE

La tentation du pouvoir

En Bolivie, l'éclat du socialisme s'effrite sous l'autoritarisme du président Morales. Par Sandra Weiss*

Les médecins sont rarement représenté·e·s dans les manifestations en Amérique latine. Pourtant, en Bolivie, les blouses blanches sont descendues dans la rue depuis décembre. Motif: un nouveau Code pénal, qui prévoit à l'article 205 des peines allant jusqu'à six ans de prison en cas d'erreur de traitement ou de négligence lors d'interventions médicales. «Avec cette loi, aider les gens devient risqué», explique le président du Collège des médecins, Aníbal Cruz, pour justifier les protestations. Le paragraphe n'est pas clair et punit toute issue négative à un traitement médical. «Comme si nous étions des criminels qui voulions tuer les gens», s'indigne la médecin généraliste Ruth Aguilera. Pour le président Evo Morales, ces manifestations – qu'il qualifie d'illégales – relèvent d'un complot. Il a brandi la menace de licenciements et de baisses de salaire.

Mais la protestation s'est étendue fin janvier comme une traînée de poudre. D'abord parmi les conducteurs et conductrices de bus, qui risquent aussi à l'avenir d'être poursuivi·e·s en cas d'homicide involontaire ou de blessures lors d'un accident. Les commerçant·e·s les ont rejoint·e·s, craignant de se retrouver désormais derrière les barreaux pour fraude fiscale. À El Alto, un ancien fief de Morales qui a changé de camp en 2015 en élisant un maire de l'opposition, des élèves et des enseignant·e·s protestent contre le fait que l'éducation soit négligée. Des représentant·e·s des médias manifestent contre l'aggravation des peines pour diffamation et insultes. Les Églises critiquent l'article 88, qui sanctionne «le recrutement de personnes pour prendre part à des groupes armés ou religieux». Les provinces de l'opposition, comme Santa Cruz, ont appelé à la grève. «Ça tourne au carnaval de la pro-

© AP Photo/Enric Marti

Douze ans après sa première élection, le **soutien au président bolivien Evo Morales** s'effrite, mais celui-ci semble déterminé à rester au pouvoir, quitte à recourir à des pratiques de plus en plus autoritaires.

testation », se moquait le vice-ministre de la coordination avec les mouvements sociaux, Alfredo Rada, peu avant que le gouvernement retire le nouveau Code pénal, objet du litige, fin janvier et le fasse annuler par le Sénat – le plus grand revers politique de Morales à ce jour.

Toujours plus autoritaire | Bien sûr, le gouvernement est le principal responsable de tout cela. Un débat sur la négligence et le sens des responsabilités aurait dû avoir lieu depuis longtemps en Bolivie. Il n'a pourtant pris place qu'après l'adoption du nouveau Code pénal, ce qui est symptomatique du climat politique dans le pays andin. Après 12 ans de présidence, le soutien à l'ancien cultivateur de coca Morales et à son « Mouvement pour le socialisme » (MAS), de gauche, s'effrite, même parmi sa base. Au lieu de tenir compte des critiques, le gouvernement se réfugie dans des pratiques toujours plus autoritaires.

« Les dés sont jetés, j'ai signé le nouveau Code pénal, il s'applique désormais ! », a par exemple déclaré le vice-président Álvaro García Linera, imitant le style de César. Cette morgue montre que le dialogue et les débats appartiennent au passé : la Bolivie est en route vers le totalitarisme, critique le politologue Roberto Marquez. Et l'opposition porte une part de responsabilité, elle qui n'a fait son travail ni au Parlement – où elle est, bien sûr, minoritaire – ni en dehors. Cela fait déjà longtemps que les critiques de Morales l'accusent de populisme et de penchants autoritaires. Avec son mélange de folklore, de charisme et d'autoritarisme, il s'inscrit en effet dans la droite ligne des caudillos latino-américains. Il se sert par ailleurs des méthodes classiques du populisme, se mettant en scène comme le véritable représentant de la volonté populaire contre une élite corrompue et raciste, qui jetterait le pays en pâture au grand capital international. Il abreuve ses soutiens de postes et de cadeaux déguisés en prestations sociales, en échange de leur loyauté politique. Les opposant·e·s sont poursuivi·e·s et diffamé·e·s. Pourtant, l'homme de 58 ans a réussi jusqu'ici, contrairement à son modèle, Chávez, à apaiser les hommes et femmes d'affaires par une politique économique pragmatique, et à désamorcer le mécontentement à temps par des retours en arrière tactiques.

Sauveur avec un défaut | La logique ami-ennemi avec laquelle Morales polarise le pays revient à jouer sciemment avec le feu. D'après la Constitution, il devrait céder la place à un·e successeur·e en 2019. Mais le MAS a besoin de l'aura de son leader pour se maintenir et n'a pas l'intention de renoncer aux privilèges du pouvoir. Il devrait donc envoyer une nouvelle fois « Evo » pour « empêcher une prise de pouvoir par les élites hostiles et néolibérales ». Le vaniteux chef d'État aime entendre cela. Qui refuserait d'assumer le rôle de rédempteur et sauveur de la patrie ?

Il y a pourtant un problème : le peuple a voté il y a un an, lors d'un référendum, contre une nouvelle candidature de Morales. Comme avant lui ses homologues au Venezuela, au Nicaragua, en Argentine ou au Honduras, Morales a su éliminer cet « obstacle » par une décision du pouvoir judiciaire, totalement sous son contrôle. Tandis que d'autres dirigeant·e·s ont avancé leur « droit humain à la réélection » ou que le Vénézuélien Hugo Chávez a simplement fixé un second référendum sur le même thème, les avocat·e·s de Morales ont tablé sur les conventions internationales. Celles-ci énuméreraient les raisons pour lesquelles quelqu'un ne pourrait pas se présenter à une élection. Le fait d'avoir déjà accompli trois périodes de législature n'en ferait pas partie.

Corrompu et patriarcal | Le bilan de son mandat jusqu'ici est positif à bien des égards : la pauvreté a chuté de 63% à 36%. Pour la première fois, des programmes de santé et d'alphabétisation ont atteint également la population indigène, majoritaire en Bolivie. L'économie a connu une croissance annuelle moyenne de 5%. Une loi pour indemniser les victimes de la dictature a été adoptée, et les aides domestiques ont désormais droit à la protection sociale. La Constitution de 2009 consacre le droit à l'eau et à l'électricité.

Le bilan est toutefois nettement moins bon en matière de liberté d'expression et de droits politiques. Dans le classement de Reporters sans frontières, la Bolivie n'arrive qu'à la 107e place sur 180, avec une tendance à la baisse. Les écologistes se plaignent de ce que Morales continue à miser sur l'exploitation des ressources naturelles et ne tient aucunement compte des préoccupations environnementales. L'organisation de défense des droits humains Human Rights Watch (HRW) a critiqué la légalisation du travail des enfants et les atteintes à l'autonomie des ONG, qui vont jusqu'à leur dissolution. « Toutes ces lois sont formulées de manière vague et permettent l'arbitraire et la censure », relève le directeur de HRW Amériques, José Miguel Vivanco. « Avoir la majorité de la population avec soi ne justifie pas qu'un gouvernement viole les droits humains ou des principes démocratiques comme la séparation des pouvoirs. » La Bolivie est corrompue, patriarcale et clientéliste, la justice inefficace et partisane, ont écrit 180 intellectuel·le·s il y a peu dans une déclaration commune. Pour les signataires, une troisième voie entre le néolibéralisme des gouvernements bourgeois précédents et l'État autoritaire et corporatif actuel est possible. Comment cet État de droit démocratique devrait être réalisé ? La question reste sans réponse. |

* *Politologue et journaliste indépendante établie à Mexico.*

EUROPE DE L'EST

Un simulacre de démocratie

Dans l'opinion publique occidentale règne l'impression que le populisme de droite aurait le vent en poupe dans toute l'Europe de l'Est. La réalité est pourtant plus complexe – mais pas moins inquiétante. En Hongrie, Viktor Orbán a depuis longtemps fait sauter les fondements mêmes de la démocratie. Par Keno Verseck*

Fenyvesi, 62 ans, est un petit entrepreneur avec une conscience sociale qui dirige une pension dans le village d'Öcsény, au sud de la Hongrie. Chaque année en été, il y invite pour une semaine des familles sans ressources – la plupart du temps roms – afin qu'elles puissent se détendre quelques jours à proximité de la nature. L'année passée, Fenyvesi a proposé à une organisation d'aide aux réfugié·e·s de Budapest d'héberger ainsi pour une semaine un couple de réfugié·e·s et leurs enfants.

Quand la nouvelle s'est répandue dans le village, des habitant·e·s en colère ont convoqué une réunion et accusé Fenyvesi de vouloir y amener des terroristes. Certain·e·s l'ont ouvertement menacé de représailles violentes. Peu après, les pneus de sa voiture et de celle de sa femme ont été crevés. Fenyvesi a retiré son invitation à la famille de réfugié·e·s, déclarant que bien que ce soit choquant et honteux, il ne pouvait malheureusement pas garantir la sécurité de ses hôtes.

L'histoire a fait le tour des médias hongrois. Au vu du scandale qu'elle a suscité, alors même qu'on se trouvait au plus fort d'une campagne démagogique antiréfugié·e·s du gouvernement, le premier ministre Viktor Orbán s'est exprimé sur cette affaire. Pour lui, il n'y avait «rien de choquant» dans les réactions des gens d'Öcsény: «Il est tout à fait juste qu'ils aient exprimé leur opinion haut et fort et avec détermination», a-t-il déclaré.

Au cours de sa carrière politique, le chef du gouvernement hongrois a déjà prononcé maintes déclarations controversées, notamment pour la promotion de la peine de mort ou le dénigrement des Roms, traité·e·s de fainéant·e·s et de criminel·le·s. Mais justifier une justice punitive exercée par des particuliers, voilà une étape qu'il n'avait encore jamais franchie.

Certes, de nombreuses personnalités politiques, académiques et culturelles hongroises ont exprimé leur indignation face aux mots d'Orbán. Elles lui ont reproché de remettre en question les fondements démocratiques et juridiques de l'État hongrois. Mais ces protestations sont restées sans suite.

Populistes ou antidémocratiques ?

L'incident illustre à quel point le discours officiel de certains États européens a fait sauter le cadre démocratique, celui de l'État de droit et des valeurs humanistes. Les pays de l'Est de l'Union européenne ne sont pas les seuls concernés, mais le phénomène y est particulièrement marqué. De hauts responsables au pouvoir y expriment régulièrement des positions dénigrant ouvertement les droits et valeurs fondamentales de l'Europe démocratique et mettent en œuvre des politiques allant dans le même sens.

© REUTERS/Bernadett Szabo

Le **petit village d'Öcsény, au sud de la Hongrie,** s'est retrouvé au cœur de l'actualité après que des habitant·e·s se sont violemment élevé·e·s contre l'arrivée d'une famille de réfugié·e·s pour une semaine de vacances.

Cette évolution a été catégorisée depuis quelques années sous l'étiquette du populisme. Pas faux, le qualificatif ne décrit toutefois qu'approximativement ce dont il est question. C'est avant tout dans leur rhétorique que les gouvernements d'Europe de l'Est se montrent populistes, voire démagogiques. Au-delà de cela, on constate dans certains pays – de loin pas tous – des transformations politico-sociales qui n'ont que peu de chose à voir avec une politique typiquement populiste, mais dont le dénominateur commun est plutôt le caractère antidémocratique. Le concept de démocratie factice, ou simulée, a été forgé pour désigner ces systèmes qui ne peuvent quasiment plus être considérés comme des démocraties et des États de droit, sans être pour autant des dictatures classiques.

La Hongrie, « État illibéral » | Parmi tous les pays de l'Est de l'Union européenne, la Hongrie est jusqu'ici celui qui est allé le plus loin sur cette voie. Viktor Orbán, au pouvoir depuis début 2010, est fier d'avoir transformé son pays en un « État illibéral ».

Au sein de l'appareil étatique et du service public, l'élite dirigeante et une grande partie des haut·e·s fonctionnaires ont été rapidement remplacé·e·s après 2010. Le gouvernement d'Orbán a aussi fait complètement restructurer les médias publics en quelques mois, entraînant le licenciement des journalistes critiques envers le gouvernement. Quant aux médias privés hongrois, ils ont été progressivement rachetés par des propriétaires proches du gouvernement. Seuls quelques journaux, sites web et émetteurs TV et radio, dont la plupart ne disposent que de très peu de moyens, continuent de pratiquer un journalisme indépendant. En bref : en Hongrie, la liberté de la presse prévaut – sans presse libre.

Le système judiciaire a lui aussi été radicalement restructuré. Un « Office national de la justice » (OBH) a été créé, doté de compétences étendues et d'une grande autorité sur les juges – et, naturellement, d'une cheffe fidèle à Orbán. Une nouvelle Constitution, entrée en vigueur en 2012, et plusieurs amendements ultérieurs, ont été conçus pour asseoir le pouvoir d'Orbán et de son parti, Fidesz. Orbán a par exemple restreint les pouvoirs de la cour constitutionnelle ainsi que les possibilités d'y recourir. Résultat : formellement, la séparation des pouvoirs subsiste, mais dans les faits, elle n'existe pratiquement plus.

En plus de la Constitution, d'autres lois et conditions-cadres essentielles pour une démocratie ont été fortement orientées en fonction des besoins d'Orbán et de son parti. Le Parlement est devenu une simple machine à voter suite à des modifications du règlement. La loi électorale favorise elle aussi le Fidesz, par un découpage des circonscriptions de vote à son avantage. Les votations en Hongrie sont dès lors bel et bien libres, mais iniques, relèvent des chercheurs et chercheuses hongrois·es.

Dans plusieurs secteurs économiques stratégiques, Orbán a par ailleurs mis en œuvre une « politique de souveraineté nationale », visant à ce que les secteurs des médias, des banques, de l'énergie et du commerce soient majoritairement en mains étatiques, ou du moins hongroises s'il s'agit de propriétaires privés. C'est aujourd'hui largement le cas. La plupart du temps, ces propriétaires sont des entrepreneurs et entrepreneuses proches du Fidesz, ou des « oligarques » d'Orbán. Le raisonnement derrière cette « politique de souveraineté nationale » : les propriétaires hongrois·es se laissent plus facilement contrôler que leurs homologues de l'étranger.

Autre élément clé du système d'Orbán : « l'État basé sur le travail ». Derrière ce slogan se cache une volonté ouvertement affichée d'abolir l'État providence en Hongrie. Les personnes pauvres et dans le besoin, avant tout les Roms – les plus grand·e·s perdant·e·s dans la Hongrie postcommuniste –, qui n'appartiennent pas à la clientèle du Fidesz, ne reçoivent quasiment plus de prestations sociales. Le peu de prestations maintenues est conditionné à l'accomplissement de travaux communaux et à la soumission à des contrôles et mesures disciplinaires permanents. Cette politique a permis des économies, et plaît à la large frange raciste de l'électorat. À l'inverse, la clientèle électorale du Fidesz – les familles de la classe moyenne – reçoit, elle, un soutien, par le biais d'allocations familiales spéciales et de subventions au logement. Quant aux entreprises, elles profitent des plus bas taux d'imposition en Europe, et d'un droit du travail parmi les plus flexibles et antitravailleurs sur le continent.

Dernier pan, et pas le moindre, de la mutation hongroise : la militarisation de la vie publique. Cela se traduit tant par l'introduction d'une « éducation militaire patriotique » et d'une police scolaire, que par un soutien financier massif et une revalorisation juridique des milices citoyennes.

Tache d'huile ? | D'autres pays d'Europe de l'Est ont suivi l'exemple hongrois – mais seulement partiellement. Dans l'opinion publique occidentale règne l'impression qu'un nouveau « bloc de l'Est », nationaliste de droite et hostile à l'Union européenne, s'est créé. Mais la réalité est plus complexe.

Ce n'est qu'autour du rejet des quotas de réfugié·e·s que les États européens de l'Est ont formé un « front nationaliste » – et encore, seulement sur le principe. Dans la pratique, la plupart des pays de la région ont malgré tout appliqué les quotas, bien qu'à contrecœur et incomplètement. Même dans le cas de la coopération des États de Visegrad – Pologne, République tchèque, Slovaquie et Hongrie –, en

© REUTERS/Bernadett Szabo

Des femmes en costume traditionnel votent lors du **référendum** organisé par Viktor Orbán le 2 octobre 2016 contre le programme de relocalisation de réfugié·e·s de l'Union européenne.

vigueur depuis 1991, il ne peut pas être question d'un «bloc». Politiquement, ces États s'éloignent plutôt les uns des autres.

Certes, Jarosław Kaczyński essaie bien de reproduire le modèle hongrois en Pologne, mais il n'y dispose pas d'une majorité suffisante. De plus, il existe des différences considérables entre Kaczyński et Orbán en matière de politique étrangère, en particulier vis-à-vis de la Russie.

Dans les républiques baltes, les partis populistes de droite et nationalistes ne jouent qu'un rôle mineur, et leur programme est avant tout dirigé contre les minorités russophones locales. En Slovaquie, le chef du gouvernement issu du parti nationaliste de gauche SMER, Robert Fico, a fait l'an passé volte-face, se détournant de son ancien discours populiste-nationaliste pour se déclarer partisan d'une Europe forte. Quant à la Roumanie, elle est gouvernée par des nationalistes d'inspiration communiste, qui ne sont pas à la base eurosceptiques, mais qui veulent surtout atténuer la lutte anticorruption souhaitée par Bruxelles. En Bulgarie, une coalition nationaliste de droite conservatrice est au pouvoir, avec un agenda similaire.

Le Tchèque Babiš | Le cas le plus complexe à l'heure actuelle est probablement la République tchèque. Nombre de commentateurs et commentatrices ont vu dans les élections législatives d'octobre un virage vers un populisme de droite. Près de 60% des citoyen·ne·s ont alors voté en faveur de partis «antiestablishment», dont 30% pour le seul mouvement populiste de droite «Action des citoyens mécontents» (ANO), de l'entrepreneur milliardaire Andrej Babiš. Ce dernier est devenu en décembre passé le nouveau chef du gouvernement, mais sans majorité.

Babiš porte un discours populiste, dans lequel il dénonce avant tout l'inefficacité et la corruption de l'élite tchèque. Mais son populisme s'arrête là. Il ne s'accorde avec Orbán et Kaczyński que sur un point: la fermeture des frontières européennes aux réfugié·e·s. Si une once d'euroscepticisme pointe parfois dans son discours, il est en réalité favorable à l'Union européenne, comme la plupart des politicien·ne·s tchèques des partis traditionnels. La raison en est simple: l'empire commercial du milliardaire, la holding Agrofert, avec ses quelque 250 entreprises, s'étend sur l'ensemble du continent européen. Babiš a donc besoin du libre marché européen, et il bénéficie des subventions de Bruxelles. Il ne revendique donc pas une «Europe des nations», contrairement à Orbán et Kaczyński, mais une Union européenne plus légère et plus efficace.

Pas non plus trace chez Babiš d'un projet de transformation de la République tchèque au sens d'Orbán – pas plus qu'il n'a d'ailleurs de programme politique cohérent. Toutefois, il n'est pas sans danger pour l'État de droit tchèque. Babiš est le type même de l'oligarque ambitieux, despotique et profondément sûr de lui, qui croit que le style de leadership autoritaire qu'il applique en entreprise est aussi bon pour l'ensemble du pays. Il hait les médias indépendants et ne comprend pas en quoi les fraudes fiscales et aux subventions, pour lesquelles il est sous le coup d'une enquête, sont de vrais scandales.

S'il n'en tenait qu'à Viktor Orbán, 2017 aurait été l'«année de la révolte» contre l'establishment européen, contre les «bureaucrates bruxellois» et leur «empire». C'est ce qu'avait annoncé le Premier ministre hongrois. La révolte n'a pas eu lieu. Récemment, Orbán a proclamé 2018 «l'année où la volonté des peuples européens sera réinstaurée». Quoi qu'il entende par là, il y a de bonnes chances qu'il se trompe à nouveau. |

* *Journaliste et correspondant en Europe du Sud-Est.*

SUISSE

À l'assaut des médias

Aux États-Unis, Donald Trump mène une guerre ouverte contre les médias, allant jusqu'à leur remettre des « Fake News Awards ». Rien de tel en Suisse, mais l'émergence de nouveaux acteurs, comme les sites dits de « réinformation », redistribue les cartes. Par Camille Grandjean-Jornod

À l'heure de mettre sous presse, les résultats de la votation sur l'initiative « No Billag » ne sont pas encore connus. Ce qui est sûr, c'est que la campagne aura mis un peu plus à l'épreuve un monde médiatique suisse déjà ébranlé par les mises au régime successives – fusions, disparition de titres, dégraissages et autres licenciements collectifs. Les causes sont avant tout à chercher du côté des grands groupes de presse, guidés par une logique de rentabilité. Mais les mutations du monde médiatique favorisent l'émergence de nouveaux acteurs qui, eux, ont des raisons idéologiques de s'attaquer aux médias, comme les sites dits de « réinformation ». *Les Annales de la qualité des médias*, édition 2017, observent en Suisse « l'émergence de médias alternatifs controversés qui se positionnent en opposition directe aux médias d'information établis », un phénomène favorisé par « la crise structurelle du journalisme professionnel ».

> « Le fil rouge de la réinformation est de reprocher aux médias "mainstream" un manque de pluralisme. »

Du populisme à la réinformation | « Le fil rouge de la réinformation est de reprocher aux médias "mainstream" un manque de pluralisme », relève le sociologue Thomas Jammet, coauteur d'une recherche sur *lesobservateurs.ch*, le plus lu des sites de réinformation romands. « Cette accusation nourrit un projet de contournement des médias par la création de canaux d'information alternatifs, la plupart du temps sur internet. » Se positionner comme une alternative aux médias traditionnels, c'est justement le credo du site *lesobservateurs.ch*. Son fondateur et rédacteur en chef, Uli Windisch, un sociologue des médias à la retraite, n'a pas de mots assez durs pour fustiger des médias qui seraient un repaire de « bien-pensance gauchisante » et manipuleraient l'information. Il se targue ainsi de ne pas compter un·e seul·e journaliste professionnel·le parmi son équipe de rédaction, et d'organiser avec d'autres sites similaires « des sessions de formation pour des jeunes qui veulent travailler dans ce domaine mais échapper aux écoles de journalisme, trop à gauche ».

Cette vision d'une élite corrompue qui mentirait au peuple avec la complicité des médias, à la base du projet de la réinformation, est aussi ce qui le rattache au populisme. Populiste, *lesobservateurs.ch* ? Son rédacteur en chef ne rejette pas l'idée, même s'il lui préfère l'expression « populaire », puisque le site « cherche à montrer les problèmes qui révoltent la population ». Pour Thomas Jammet, ses articles font en tout cas la part belle à un discours antiélitiste, ainsi qu'à « une rhétorique xénophobe centrée sur la crainte de l'islamisation de l'Europe ». Deux thématiques qui constituent justement les deux axes que l'historien Damir Skenderovic, de l'Université de Fribourg, identifie comme caractéristiques du populisme de droite : une opposition verticale, « l'idée d'un peuple homogène qui s'opposerait à une élite corrompue », et une opposition horizontale, « avec une distinction entre ceux qui font partie d'une communauté et les autres, qui le relie au nationalisme et à la xénophobie ».

Un projet international | Fondé il y a 6 ans, le site *lesobservateurs.ch* draine chaque jour entre 10 000 et 20 000 visiteurs uniques, selon son fondateur. Des chiffres qui ne s'approchent certes pas de ceux des principaux médias romands – le site du *Temps* en attire 43 000 par jour, ceux de *24 heures* et de la *Tribune de Genève* un peu plus de 70 000 chacun, selon une étude d'audience de l'institut NET-Metrix – mais qui sont loin d'être insignifiants. Surtout pour un site qui fonctionne aujourd'hui sur un petit budget (environ 50 000 fr.), « essentiellement grâce au travail de bénévoles », souligne Uli Windisch.

Plus que le nombre de lecteurs du site, c'est l'importance de ses liens, y compris par-delà les frontières nationales, qui interpelle : « Notre site fait partie et est un complément important d'un réseau d'une dizaine de sites, surtout francophones, avec lesquels nous avons des rencontres régulières et au sein duquel chacun peut reprendre les articles d'autres sites qu'il trouve intéressants », explique Uli Windisch. « C'est

un projet global, avec l'idée de créer vraiment un courant de pensée politique.»

En étudiant la trajectoire des lecteurs et lectrices du site, Thomas Jammet a en effet vérifié ces allers-retours entre *lesobservateurs.ch* et des sites français s'inscrivant dans le même courant politique. «La réinfosphère est marquée par des connexions étroites entre ses sites, et une circulation circulaire de l'information, qui augmente l'audience des thèses diffusées. Les lecteurs naviguent d'un site à l'autre, retrouvant à chaque fois les mêmes types d'éclairage, ce qui les conforte dans l'idée qu'ils ont raison puisqu'ils sont nombreux à le dire.»

Au sein des réseaux de la «réinfosphère», la Suisse ne fait donc pas figure d'île isolée. Tant Uli Windisch que Thomas Jammet soulignent la «fascination» que le pays exerce à l'étranger dans ces cercles. Un intérêt qui se manifeste également par la fréquence à laquelle quelqu'un comme Uli Windisch est sollicité dans des médias alternatifs étrangers pour présenter le système suisse, et en particulier le modèle de démocratie directe. Ce modèle politique, qui attire l'attention des mouvements populistes européens, a justement historiquement favorisé l'essor du populisme de droite en Suisse. L'historien Damir Skenderovic explique: «Ces partis ont su utiliser des outils comme l'initiative populaire alors qu'ils étaient faibles au Parlement, pour influencer la population et les débats bien au-delà de leur force numérique.» Un élément parmi d'autres qui a placé la Suisse «à l'avant-garde du populisme de droite en Europe». «C'est en Suisse qu'a été fondé en premier dans les années 1960 un parti de droite populiste moderne après la Seconde Guerre mondiale, bien avant des pays comme la France, l'Autriche ou les Pays-Bas, et ici aussi qu'a eu lieu le premier vote anti-immigration en Europe», relève Damir Skenderovic.

> «C'est un projet global, avec l'idée de créer vraiment un courant de pensée politique.»

Un pays, plusieurs réalités | La «réinfosphère» romande apparaît donc tournée vers l'étranger, en particulier vers l'espace francophone – plus du quart des visites du

© Azovtsev Maksym/Shutterstock.com

site *lesobservateurs.ch* viennent de France. Des liens transnationaux qu'on retrouve également en Suisse alémanique, fortement connectée, elle, à ses voisins germanophones. « Sur le plan de l'information, la Suisse est fragmentée par sa structure linguistique, il n'y a pas une réalité homogène », observe Olivier Voirol, sociologue à l'Université de Lausanne et coéditeur d'un numéro de la revue *Réseaux* sur « l'internet des droites extrêmes ».

Une fragmentation qui se traduit également par des différences entre les paysages médiatiques romand et alémanique. Une étude comparative systématique manque mais les chercheurs interrogés relativisent tous l'importance des médias alternatifs en Suisse allemande. « Il en existe, comme *Uncut News, legitim.ch, Alles schall und rauch* ou *Swiss Propaganda,* et tous ont pour point commun la dénonciation des médias qui pratiqueraient "la pensée unique". Mais leur audience reste limitée, à part quelques contenus ponctuels qui se révèlent tout à coup viraux, notamment grâce à leurs interconnexions sur les réseaux sociaux », explique Linards Udris, sociologue des médias à l'institut fög de l'Université de Zurich.

À l'inverse, la presse traditionnelle alémanique serait, elle, plus encline à relayer ce type de points de vue qu'en Suisse romande : Thomas Häussler, chercheur en communication et médias à l'Université de Berne, relève ainsi qu'« on voit plus de populisme de droite dans les médias classiques en Suisse alémanique ». L'exemple de la *Weltwoche* vient immédiatement à l'esprit : depuis sa reprise par Roger Köppel, élu de l'UDC au Conseil national, l'hebdomadaire est devenu « le journal de la Nouvelle droite en Suisse alémanique », observe Damir Skenderovic. Mais ce glissement à droite concerne aussi d'autres titres : pour Linards Udris, l'évolution en ce sens de médias traditionnels, comme la *NZZ,* a finalement plus d'impact sur l'opinion alémanique que les quelques médias alternatifs émergents. À cela s'ajoute le rachat de nombreux titres par Christoph Blocher. Après la *Weltwoche* et le *Basler Zeitung,* le tribun de l'UDC a acquis l'été dernier 25 journaux alémaniques locaux et gratuits, portant l'audience des titres qu'il possède à plus d'un million de personnes, selon *Le Temps*.

Thomas Häussler souligne un phénomène supplémentaire : « Il faut se pencher non seulement sur ce que les médias produisent, mais sur ce que les lecteurs font de ces contenus. » Et de citer l'exemple du *Blick* : « Alors que la ligne éditoriale a opéré un glissement à gauche, sur des sujets comme la migration, la rubrique "commentaires" du journal véhicule, elle, un tout autre contenu : c'est devenu une plateforme de diffusion de points de vue populistes de droite, souvent diamétralement opposés aux articles. »

> « On voit plus de populisme de droite dans les médias classiques en Suisse alémanique. »

Polarisation ? | Le politologue Daniel Drezner observe qu'aux États-Unis, « les gens positionnés plutôt à droite ne croient plus du tout aux informations provenant de médias plus à gauche, et inversement. »* Assiste-t-on en Suisse à pareille polarisation ?

Certes, les sites de « réinformation » et médias alternatifs accusent avec virulence les médias traditionnels et les journalistes d'être des « menteurs », tandis que ces mêmes médias les pointent du doigt comme véhiculant des « fake news », à l'instar du Décodex, lancé par *Le Monde,* qui épinglait notamment *lesobservateurs.ch*. Toutefois, la scission du lectorat en deux « silos » qui ne liraient plus du tout les mêmes contenus, comme aux États-Unis, n'est pas d'actualité : « Les choses n'en sont pas là en Europe et en Suisse, même si je pense qu'on prend peu à peu cette voie-là », estime Olivier Voirol. Une crainte nuancée par Linards Udris, qui pointe certes l'émergence de communautés fermées, où l'information circule de manière circulaire, mais relativise leur importance et met avant tout en évidence le degré de confiance envers les médias traditionnels, encore élevé en Suisse comparé à d'autres pays.

Au-delà de leur audience au sens numérique, la question essentielle est peut-être celle de la diffusion des thématiques portées par ces sites : « On est dans un terrain aujourd'hui où ce genre de contenus peuvent être repris, lus, diffusés de manière aisée », souligne Olivier Voirol. « Mais surtout, un phénomène extrêmement actuel et puissant est la manière dont tous ces thèmes portés par les droites extrêmes ont envahi en l'espace de quelques années ceux de la droite classique. » |

* *Dans un article paru dans* Le Courrier *le 9 novembre 2017.*

◁ Si les médias traditionnels gardent globalement la confiance du lectorat suisse, l'émergence de nouveaux acteurs, comme les sites dits de « réinformation », n'est pas sans conséquence sur le **paysage médiatique.**

La démocratie à l'ère du smartphone

Facebook, « fake news » et « bulles de filtres » : depuis l'élection de Trump, l'inquiétant pouvoir d'internet est au cœur des discussions. Les nouveaux médias menacent-ils notre démocratie ? Et que peut-on faire contre les campagnes de diffamation et la désinformation en ligne ? Les réponses du spécialiste des médias Bernhard Pörksen. Propos recueillis par Ramin Nowzad

▷ **AMNESTY :** Donald Trump siège à la Maison-Blanche. Est-ce la faute d'internet ?

◁ **Bernhard Pörksen** : Internet a été un facteur décisif de l'élection étasunienne, cela ne fait aucun doute. L'équipe autour du président actuel a mené un ciblage très intensif. Elle a défini des groupes cibles particuliers avec l'aide de Facebook et les a mobilisés de manière totalement spécifique. D'autre part, Trump a bâti via Twitter et d'autres médias sociaux une sorte de canal direct de communication avec ses partisans ; il a créé son propre environnement d'affirmation de soi. Enfin, de nombreuses « fake news » circulant en ligne ont manifestement été prises au sérieux – il suffit de penser au *pizzagate* et à l'affirmation selon laquelle Hillary Clinton serait membre d'un réseau pédophile. Mais ce serait faux de ne blâmer qu'internet.

© Josh Haner/The New York Times

Donald Trump a su utiliser à son profit les nouvelles technologies pour remporter l'élection présidentielle étasunienne.

▷ Les médias traditionnels ont aussi joué un rôle dans l'ascension politique de Trump ?

◁ Donald Trump a profité des changements du monde médiatique. Il y a eu une interaction fatale. La méfiance généralisée envers les médias classiques, l'intérêt de la télévision pour le spectacle (quand Trump participe à une émission, l'audimat augmente d'environ 60 %), la possibilité de diffuser de la propagande sans entraves, la tendance de l'élite journalistique à ne pas prendre l'homme au sérieux au départ, et donc à ne faire que négligemment des recherches sur ses mensonges – tout cela lui a été bénéfique.

▷ Vladimir Poutine aurait aussi aidé Trump. Les services secrets russes ont-ils tenté de manipuler l'opinion publique aux États-Unis ?

◁ Les Russes ont tenté d'influencer l'opinion publique en faveur de Donald Trump par des « social bots » *(ndlr des robots générant des messages automatiques sur les réseaux sociaux)*, de la propagande sur Twitter et des posts sur les réseaux sociaux ; c'est un fait. Mais il y a beaucoup de choses que nous ne savons toujours pas. Pensez seulement aux fuites d'e-mails d'un collaborateur de Clinton, que WikiLeaks a rendu publics à un moment décisif de la campagne électorale. J'espère que nous obtiendrons des éclaircissements sur cette question : comment en est-on arrivé à ce qu'un militant du net comme Julian Assange se transforme en une sorte d'assistant de campagne dans l'équipe de Trump ?

▷ De telles campagnes de désinformation représentent-elles un danger pour notre démocratie ?

◁ Absolument. Pour la simple et bonne raison que la démocratie se nourrit d'une confiance fondamentale dans les médias d'information. La désinformation l'ébranle, car elle crée une atmosphère de manipulation ressentie. On ne sait tout à coup plus ce qui est correct. C'est un effet élémentaire et profondément dommageable de la guerre occulte de l'information.

▷ Auparavant, il y avait des autorités de vérité, qui tranchaient en cas de doute : journalistes, chercheurs et chercheuses, juges. À l'ère digitale, la confiance en de telles autorités s'efface ?

◁ Je n'irais pas jusque-là, mais c'est certain que l'autorité est aujourd'hui plus controversée et plus attaquable que jamais. Et ceux qui rejettent ces autorités classiques peuvent justement se connecter et s'allier. Sur le principe, c'est une bonne nouvelle, mais cela exige concrètement un degré maximal de maturité et un sens des responsabilités.

▷ L'Allemagne a édicté une loi contre la haine sur Facebook, et en France, le président Macron veut interdire les « fake news ». N'est-ce pas de la censure ?

◁ La législation allemande actuelle ne vise pas les « fake news ». Ce serait terrible, faux et indigne d'une démocratie, car cela reviendrait à instaurer une sorte d'instance de la vérité sous la forme du gouvernement, qui détermine ce qu'on peut croire ou non. En Allemagne aujourd'hui, il s'agit plutôt de la question de comment on supprime des contenus punissables, comment on force les opérateurs des plateformes à sortir de leur posture d'indifférence et d'irresponsabilité organisée. Je ne suis pas un grand partisan du projet de loi actuel, mais la propagande haineuse et répréhensible doit disparaître. Il ne s'agit en aucun cas de censure.

▷ Chacun·e peut s'exprimer, tout le monde peut se connecter – la grande promesse de l'ère digitale semble maintenant se transformer en une vision d'horreur. Internet favorise-t-il la radicalisation idéologique de nos sociétés ?

◁ Il favorise un état d'esprit de grande nervosité, parce que tout le monde peut y prendre part, les conflits ne sont plus délimités, ils peuvent être toujours plus attisés. Nous voyons tout immédiatement : le banal, le bestial, l'histoire touchante et l'information pertinente.

▷ Des algorithmes invisibles décident de ce que nous voyons sur Google et Facebook. Quel pouvoir ont ces entreprises sur notre perception du monde ?

◁ Les algorithmes sont comme les recettes secrètes de la construction de la vérité à l'ère digitale. Le problème est que nous ne savons tout simplement pas exactement qui découpe pour nous la réalité et de quelle manière. Nous avons besoin là de plus de transparence, qui aille sur la voie d'une plus grande souveraineté de filtrage laissée aux individus. On devrait pouvoir codécider ce qui doit nous être montré, par le biais de réglages et en connaissant les options possibles. Voulons-nous voir avant tout des nouvelles classiques ? Des posts d'amis ? La vidéo qui est en train de devenir virale ?

▷ Dans votre nouveau livre, *Die grosse Gereiztheit* (« La grande nervosité »), vous décrivez notre époque comme une période de crise dans l'histoire des médias. Comment en sortir ?

◁ Ma réponse optimiste serait : par l'éducation. Nous avons besoin d'une éducation aux médias à la pointe de l'actualité. Les lois ne sont toujours que le dernier recours et ne peuvent jamais remplacer la sensibilisation éthique et morale.

▷ Mais l'éducation prend du temps. Les innovations digitales transforment notre monde non seulement toujours plus radicalement, mais aussi toujours plus rapidement. Comment les écoles peuvent-elles suivre le rythme effréné des sauts d'innovation ?

◁ Elles ne le doivent pas, parce que la tentative désespérée de suivre le tempo de l'innovation changerait pour le pire le caractère de l'éducation. Les écoles doivent rester un espace protégé, un laboratoire avec un juste mélange entre proximité et distance à la réalité. L'éducation aux médias, comprise ainsi, est en même temps éducation aux valeurs. Ce que j'imagine, c'est l'utopie d'une *société rédactionnelle* : puisque chacun est devenu diffuseur, chacun doit apprendre aujourd'hui à se comporter comme son propre rédacteur et à évaluer ses sources. Ce dont il est question, c'est que les questions fondamentales du bon journalisme – qu'est-ce qui est de l'information crédible, pertinente, publiable ? – deviennent un élément de la formation générale. Elles concernent aujourd'hui tout le monde. |

© DR

Bernhard Pörksen, né en 1969, est professeur en sciences des médias à l'Université de Tübingen.

Féministe 2.0 à New Delhi

« J'écrase le patriarcat. » C'est ce que Japleen Pasricha répond, non sans humour, à qui lui demande ce qu'elle fait dans la vie. Un vaste programme, mais le découragement ne fait pas partie du vocabulaire de cette jeune féministe indienne. Dans sa boîte à outils : les nouvelles technologies, une attention à toutes les formes de marginalisation et une solide argumentation. Par Camille Grandjean-Jornod

Japleen Pasricha est née et travaille à New Delhi. Une ville qui pointe à la première place des villes les plus dangereuses pour les femmes en matière de violences sexuelles, selon un classement réalisé en 2017 par Reuters. La violence sexuelle, sous toutes ses formes, c'est justement la lutte numéro un à mener, aux yeux de la militante : « Dans la violence, il ne s'agit pas de sexe mais de pouvoir. Les hommes montrent ainsi qu'ils ont le pouvoir sur les femmes, et ils l'exercent. »

Une parole qui s'ouvre

Depuis 2012, et le viol collectif brutal et meurtrier d'une femme dans un bus à New Delhi, la jeune militante constate que la parole s'est ouverte. L'écho médiatique considérable rencontré par l'affaire tant en Inde qu'à l'étranger – même l'ONU avait réagi pour demander à l'Inde de prendre des mesures, par la voix de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme – a fait entrer la violence sexuelle dans le débat public.

« C'est triste à dire, mais en un sens ce viol a eu un effet positif : la violence sexuelle est devenue un sujet qu'on peut aborder ouvertement, et la prise de conscience a augmenté, chez les enseignants, dans les médias… », note Japleen Pasricha. Ombre au tableau, le discours se limite au viol dans l'espace public, par des inconnus : « La violence est encore plus fréquente derrière les portes fermées des foyers, mais elle n'est pas reconnue : en Inde, le viol conjugal

© Tarun Chawla/Feminism In India

L'organisation de **Japleen Pasricha** (à droite) mène des campagnes, en ligne et dans la rue. Ici, en 2014, elle manifeste sous le slogan « I will go out », pour défendre le droit des femmes à circuler en sécurité dans les espaces publics.

n'est toujours pas considéré comme un crime », déplore-t-elle.

Féministe née | Comment devient-on féministe ? Chez Japleen Pasricha, la question ne se pose pas : « Je suis féministe depuis que je suis née. Déjà enfant, je questionnais les différences de genre, à la maison ou dans l'espace public. Par exemple, pourquoi la naissance de mon cousin était-elle célébrée de manière bien plus fastueuse que celle des filles ? »

Élevée dans une famille « modérément libérale », elle a eu la chance de jouir d'une certaine indépendance. Même si son entourage lui demandait fréquemment pourquoi elle n'avait pas de frère : « Une famille sans garçon, en Inde, c'est bizarre. Face à l'ampleur des avortements de fœtus féminins, le gouvernement a même interdit les tests permettant de connaître le sexe de l'enfant en cours de grossesse. »

Ses études en lettres allemandes terminées, l'enfant qui questionnait les inégalités est devenue militante à plein temps. D'abord employée dans une ONG défendant les droits des femmes, Japleen Pasricha fonde en 2014 sa propre organisation. Sous le nom *Feminism in India,* ce qui a commencé comme une page Facebook est vite devenu une plate-forme web alimentée quotidiennement par près de 200 rédacteurs et rédactrices qui y traitent toutes sortes de sujets, toujours avec un regard féministe. L'association, forte désormais d'une équipe de six personnes, mène également des campagnes, des ateliers de formation et des recherches. Et, à 28 ans, sa fondatrice est invitée dans le monde entier pour parler de son travail.

Faire entendre toutes les voix | Au départ, l'idée est née d'une absence : en cherchant des contenus féministes sur internet, Japleen Pasricha ne trouvait « que du féminisme blanc et occidental ». Or, les lignes d'oppression et de discrimination sont multiples et se combinent, une réalité mise en évidence notamment par le mouvement afro-féministe et décrite par le concept d'intersectionnalité, adopté par Japleen Pasricha et son équipe.

« Dans la violence, il ne s'agit pas de sexe mais de pouvoir. »

Concrètement, cela se traduit chez *Feminism in India* par une volonté de mettre toutes les voix marginalisées en avant : « Nous sommes conscientes que nous sommes nous-mêmes majoritairement issues de castes privilégiées. Pour favoriser un maximum de diversité, nous avons pris la décision de ne pas accepter de textes où les hommes parlent des expériences des femmes, les membres de castes privilégiées de celles des Dalits, les hétérosexuels de celles des LGBT, etc. », explique la fondatrice de la plate-forme. Leur mot d'ordre : « Pas d'appropriation, on ne peut pas écrire sur les expériences vécues par une communauté opprimée si on n'en fait pas partie. » Une politique éditoriale qui leur a valu de violentes critiques. L'équipe s'y accroche, et Japleen Pasricha est convaincue que ça a aidé l'ONG à atteindre une plus grande représentativité. « Après tout, l'enjeu du mouvement féministe était justement de mettre en avant les groupes marginalisés ! », souligne-t-elle.

Un vœu de diversité qui a ses limites : rédigés en anglais ou en hindi dans un pays où plus de 200 langues sont parlées, diffusés via internet, les contenus de *Feminism in India* restent difficilement accessibles pour certain·e·s, notamment dans les campagnes. Japleen le reconnaît, mais renvoie la balle au gouvernement : « C'est à lui d'améliorer l'instruction et l'accès à internet pour toutes les couches de la société. »

Attaques de trolls | Le 5 septembre dernier, Gauri Lankesh, une journaliste indienne d'envergure connue pour son franc-parler, était assassinée devant sa résidence. La situation de la liberté de la presse en Inde est qualifiée de « difficile » par Reporters sans frontières, notamment en raison des attaques régulières visant des journalistes et des militant·e·s.

Les membres de *Feminism in India* n'ont heureusement rien vécu de tel. Mais d'autres types d'attaques ne les épargnent pas : leur site et leurs contributrices sont régulièrement la cible de trolls, ces agresseur·e·s qui agissent à travers leur écran d'ordinateur. Dernièrement, un troll s'est même livré à du « doxing » à leur encontre, soit la diffusion d'informations privées comme l'adresse ou le numéro de téléphone de quelqu'un sans son consentement. « Nous devons être prudentes et nous protéger », livre Japleen Pasricha.

Convergence des luttes | Certaines thématiques abordées par la militante indienne, comme l'infanticide sélectif des filles, sonnent exotiques à des oreilles européennes. D'autres, au contraire, sont on ne peut plus similaires à celles qui agitent actuellement le débat public en Europe. De passage en Suisse, Japleen Pasricha a été frappée par l'ampleur des similarités : « J'ai été très étonnée d'apprendre par exemple qu'ici aussi, comme en Inde, une femme qui est abordée dans un bar, et veut décliner, va dire ''j'ai un copain'', même si c'est faux, car trop souvent, la réponse ''je ne suis pas intéressée'' n'est pas entendue ni respectée. »

Dès lors, les luttes convergent parfois par-delà les frontières : le hashtag #MeToo par exemple, qui a récemment secoué les États-Unis et l'Europe, a aussi fait des vagues en Inde. Pour cette spécialiste du militantisme en ligne, « c'est un type d'action efficace car l'action proposée est très simple, donc facile à répliquer. » ▮

« La planète Taire »

Paul Kagame ne tolère aucune contestation, même au sein de son propre parti, le Front patriotique rwandais (FPR). Le miracle économique vanté par le président sert de paravent à la brutalité de son régime. Par K. Nzoribara[1], de retour de la région des Grands Lacs africains

© DR

Malgré la croissance économique qui se manifeste notamment par des bâtiments luxueux et flambant neufs, comme le Kigali Convention Center, tout ou presque reste à construire sur le plan des droits humains au Rwanda.

Quiconque s'aventure à s'opposer au régime de Paul Kagame sait désormais qu'il met sa vie en danger. « Le simple fait de critiquer le régime peut conduire à être abattu, où qu'on se trouve », explique P. Mpora[2], un militant des droits humains qui, même sous couvert d'anonymat, affirme désormais vivre avec la peur au ventre.

Une dictature Pour cet avocat, le régime vire à la dictature pure et dure. « Tous les moyens sont bons pour réduire au silence les voix discordantes », constate-t-il, en évoquant l'exemple de la récente incarcération de l'opposante Diane Rwigara. Cette femme politique a assisté à la mort de son père (ancien militant du FPR et opposant notoire), et a été écartée du scrutin d'août 2017 par la Commission électorale, organisme chargé de la mise en œuvre des procédures électorales. Elle s'est ensuite vue inculpée d'incitation à l'insurrection. Elle est actuellement emprisonnée avec sa mère et sa sœur. « La condamnation de Diane Rwigara, à laquelle viennent s'ajouter l'intimidation et l'emprisonnement d'autres opposant·e·s, vise à réduire l'espace d'expression des citoyens rwandais », regrette l'homme de loi. Il rappelle les maigres résultats des opposant·e·s lors des présidentielles du 4 août 2017 : Paul Kagame a obtenu plus de 98% des voix, tandis que Philippe Mpayimana et Frank Habineza n'ont obtenu respectivement que 0,72% et 0,45% des suffrages exprimés. Un temps opposé à la modification de la Constitution orga-

nisée pour reconduire l'actuel chef de l'État au pouvoir, le vert Frank Habineza a dû tempérer ses propos après avoir été menacé de mort plusieurs fois. Cette situation fait dire à P. Mpora qu'« il vaut mieux savoir se taire pour survivre au régime en place ».

« Il vaut mieux savoir se taire pour survivre au régime en place. »

« Ce climat de terreur, additionné au traumatisme consécutif au génocide de 1994, explique paradoxalement une large adhésion au régime de Paul Kagame », commentent les témoins rencontré·e·s sur place et dans les pays voisins, où continuent de s'exiler nombre de Rwandais·es.

A. Butera, élu vice-président du comité directeur de la Ligue pour la promotion des droits de l'homme au Rwanda (LIPRODHOR) en 2014, compte parmi ces personnes poussées à l'exil. Le jour même de son élection, il a été contraint à démissionner par des agents de la police. « Aux yeux du pouvoir, je n'étais pas la bonne personne pour diriger l'association », regrette le quadragénaire, connu pour son rôle en faveur de la justice. Il s'était opposé à divers procès dans le cadre de son travail de juge. « Je m'inscrivais en faux contre les accusations que la justice inventait de toutes pièces pour condamner abusivement des personnes innocentes. Très souvent, la police et l'armée avaient soutiré des informations aux victimes, qui devaient avouer leur collaboration avec les forces démocratiques de libération du Rwanda. Avec de tels procédés, de nombreuses personnes ont été placées dans l'isolement total, parfois plongées dans l'obscurité loin de tout contact avec leurs familles. » Pour avoir dénoncé ce genre d'irrégularités, il s'est vu nargué par son responsable de service : « Il faudra désormais choisir entre travail et défense des droits humains. » Quelques jours plus tard, c'était le licenciement, suivi de la perte de son immunité de juge.

À ses yeux, le pouvoir a mis en place toute une machine de contrôle et de harcèlement judiciaire. Il se réfère entre autres aux conditions qui l'ont poussé à quitter son pays natal. « Après avoir perdu mon poste de travail, j'ai été plusieurs fois perquisitionné à mon domicile et menacé de mort si je continuais à dénoncer les violations des droits humains. Jusqu'au moment où un ami policier est venu m'avertir qu'il fallait me sauver si je ne voulais pas mourir le jour même », nous confie celui qui attend encore que sa famille le rejoigne en Ouganda.

Daniel Uwimana et Evariste Nsabayezu, ses anciens collègues du comité directeur de la LIPRODHOR, ont eux aussi subi la machine répressive du régime Kagame. Ils ont été emprisonnés et injustement accusés d'avoir convoqué l'assemblée générale des militant·e·s avec des « signatures falsifiées ».

Malgré la violence de la répression, des personnalités continuent à défendre les droits humains au Rwanda, avec une certaine abnégation, nous explique A. Butera. C'est le cas de l'avocat Evariste Nsabayezu. « D'autres ont, comme moi, fui le système. C'est le cas d'Umuhumuza Valentin, lui aussi membre de la LIPRODHOR, actuellement exilé aux Pays-Bas », confie-t-il.

Le mirage économique | Aux yeux d'A. Butera, il ne reste plus d'organes indépendants pour défendre les droits humains au « pays des mille collines et mille problèmes ». L'ancienne LIPRODHOR a été enterrée par les sbires du régime. Pourtant, elle était connue depuis longtemps pour la promotion des droits humains, bien avant même l'arrivée au pouvoir du FPR en 1994. A. Butera précise qu'il ne reste que la LIPRODHOR gouvernementale, dirigée aujourd'hui par Bienvenu Mihigo, connu, selon lui, pour travailler dans l'intérêt du pouvoir et non des victimes des violations des droits humains. Une certitude que partage un habitant de Remera, au centre de Kigali. « On ne peut plus parler d'organisation de défense des droits humains au Rwanda ; l'actuelle LIPRODHOR n'en est pas une ! », s'indigne K. Muhenawe. Pour cet observateur, le seul discours désormais autorisé par le pouvoir est celui du décollage économique, qui ne touche pourtant qu'une poignée de privilégié·e·s. « Le jour où tout le monde verra que cet argument économique n'est que la parade à toutes les critiques sur les atteintes aux libertés fondamentales dont nous souffrons, on se soulèvera comme un seul homme pour mettre fin à la "planète Taire" qu'est devenu le Rwanda dirigé par Paul Kagame », conclut-il. |

1 Pseudonyme.
2 Nom d'emprunt.

Réélection controversée

Les Rwandais·es se sont rendu·e·s aux urnes le 4 août 2017 pour élire leur nouveau président. Le président en exercice, Paul Kagame, bien qu'ayant déjà effectué deux mandats, s'est porté candidat à sa propre succession à la suite d'un référendum organisé en décembre 2015, qui a permis de modifier la Constitution de manière à ce qu'il puisse se représenter. Le climat dans lequel s'est déroulée l'élection qui a reconduit Paul Kagame a été le point culminant de nombreuses années de répression. Emprisonné·e·s, agressé·e·s physiquement, contraint·e·s à l'exil ou réduit·e·s au silence, parfois même tué·e·s, les personnalités politiques, les journalistes et les défenseur·e·s des droits humains subissent des restrictions de la liberté d'expression et de réunion depuis l'arrivée au pouvoir du FPR en 1994. KN

AMNESTY-BOUTIQUE

Nos produits sont fabriqués de manière durable et éthique.

D'AUTRES PRODUITS ATTRAYANTS PEUVENT ÊTRE COMMANDÉS SUR NOTRE BOUTIQUE EN LIGNE SHOP.AMNESTY.CH

GOURDE ET BOÎTE À ENCAS POUR ENFANTS

Fabrication 100 % suisse, qualité alimentaire, sans plastifiants, écologique et certifiée.

Gourde : 0,33 l
Boîte : 16 x 12 x 6 cm

Art. 2300.042.BF / Fr. 16.50

LINGE DE BAIN

100 % coton,
extra long : 75 x 160 cm.

Art. 2200.088 / Fr. 35.–

KEEPCUP

Nouvelle version en verre trempé du gobelet à café écologique griffé Amnesty International.

Art. 2300.041 / Fr. 16.50

BONNET NOIR AVEC LOGO

Tissu épais 50 % laine / 50 % acrylique, agréable au toucher. Logo brodé. Fabriqué en Suisse. Taille unique.

Art. 2200.077 / Fr. 20.–

SAC DE GYMNASTIQUE

100 % coton, avec poche intérieure à fermeture éclair.

Dimensions : 45 x 35 cm

Art. 2200.086 / Fr. 19.50

JE COMMANDE LES ARTICLES SUIVANTS

Quantité	Nom de l'article	Taille	Art. N°	Prix

Nom : Rue :

Lieu : E-mail :

Tél. : Signature :

Numéro de membre / client (si connu) :

Les membres de la Section suisse d'Amnesty International bénéficient de 10 % de rabais sur les publications et les articles de la boutique, à l'exception des bougies.

Envoyez vos commandes à Amnesty International, case postale, 3001 Berne ou commandez sur notre boutique en ligne : shop.amnesty.ch

Les leçons d'une victoire

À l'origine de révélations qui mettaient en lumière le dumping fiscal échafaudé par l'administration du Luxembourg au profit des multinationales disposant de filiales luxembourgeoises, Antoine Deltour a obtenu gain de cause devant la justice. Par Jean Stern

C'est une formidable victoire qu'a obtenue Antoine Deltour devant la Cour de cassation du Luxembourg. La cour a cassé le jugement prononcé le 15 mars dernier qui condamnait l'ancien auditeur de PricewaterhouseCoopers (PwC) à six mois de prison avec sursis et 1500 euros d'amende. Âgé aujourd'hui de 32 ans, le Français était à l'origine des révélations dites « LuxLeaks », qui mettaient en lumière le dumping fiscal échafaudé par l'administration du Grand-Duché au profit des multinationales disposant de filiales luxembourgeoises.

De ce fait, la Cour de cassation reconnaît le statut de lanceur d'alerte à Antoine Deltour, au terme d'un marathon judiciaire de plus de trois ans. Par contre, le recours d'Antoine Halet, lui aussi ancien salarié de PwC, a été rejeté, et ses avocats vont se pourvoir devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). Antoine Deltour s'est réjoui de cette « grande victoire » mais a déploré le traitement réservé à son ex-collègue.

C'est une bonne nouvelle pour au moins trois raisons. D'abord, pour Antoine Deltour lui-même. Bien qu'éprouvé personnellement, il n'a jamais baissé les bras, estimant n'avoir fait que son devoir de citoyen. D'autres révélations, les Panama Papers puis les Paradise Papers, ont depuis lors montré à quel point les gâteries fiscales dont bénéficient les grandes sociétés et les hyperriches, avec la complicité plus ou moins active d'innombrables sociétés offshore mais aussi de nombreux États, étaient moralement et socialement insupportables.

C'est ensuite une bonne nouvelle pour celles et ceux qui se battent pour obtenir un statut et des protections pour les lanceurs et lanceuses d'alerte. Antoine Deltour et quelques autres se sont risqué·e·s à dévoiler les scandales qui se passaient sous leurs yeux. Et ont souvent payé pour cela un prix très élevé : perte d'emploi et de revenus, pressions, menaces…

C'est enfin un encouragement à continuer à soutenir d'autres lanceurs et lanceuses d'alerte, Edward Snowden en particulier. Snowden est poursuivi pour avoir défendu nos libertés en dévoilant les incroyables abus de la surveillance numérique du gouvernement américain. Début 2017, à l'initiative d'Amnesty International, un million de personnes avaient en vain demandé à Barack Obama de le gracier avant la fin de son mandat. Toujours exilé en Russie, son avenir reste incertain. Il faut continuer la mobilisation. L'ex-sous-traitant de la National Security Agency (NSA) ne se laisse pas abattre. Il vient de lancer l'application Haven, libre et gratuite, destinée à faire de son smartphone un système d'alarme. Public visé : journalistes, lanceurs et lanceuses d'alerte, défenseur·e·s des droits humains. Beaucoup de monde, donc. |

© Ato Grosso/Creative Commons

Antoine Deltour, l'un des lanceurs d'alerte à l'origine des « LuxLeaks », ici entouré de ses avocats, avait été condamné par le tribunal correctionnel du Luxembourg.

Couvertures

Chemins d'espérance

Cinglant. Révoltant. Instructif. Encourageant. Passionnant. Émouvant. Difficile de qualifier en un mot le dernier ouvrage de Jean Ziegler, ancien Rapporteur spécial aux Nations unies sur l'alimentation et membre du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme. Par des anecdotes personnelles, des exposés détaillés du fonctionnement des Nations unies et des propos critiques à l'égard de certains acteurs mondiaux, le sociologue altermondialiste nous emmène au plus profond de son combat acharné pour les droits humains. Avec un texte dont la dynamique fait qu'on ne s'ennuie jamais, le lecteur est ballotté entre indignation et espoir, ces deux états qui composent toute lutte pour le respect de la dignité humaine.

Anaïd Lindemann

Chemins d'espérance, Jean Ziegler, Éditions du Seuil, Paris, 2016, 260 p.

Et si j'étais né·e ailleurs ?

« Je me demande pourquoi je suis ici. Précisément ici. » Par ces mots s'ouvre un voyage. Cheminant au gré des « et si », un enfant explore le champ des possibles, les différences et les inégalités : et si j'étais né·e ailleurs, au milieu de la guerre ou sur les routes de l'exil, dans la peau d'un enfant des rues ou d'un enfant travailleur, au pôle Nord ou dans le désert. Pas de réponse dans cet ouvrage de La Joie de lire destiné aux enfants dès 8 ans, pas de leçons non plus. Un simple questionnement, qui interpelle l'enfant lecteur et l'invite à réfléchir. Succinct, évocateur sans être trop explicite, le texte laisse la part belle aux magnifiques dessins de l'illustrateur turco-norvégien Akin Düzakin. Tendres et poétiques, ils portent le propos avec force.

Camille Grandjean-Jornod

Pourquoi ici ?, Constance Ørbeck-Nilssen et Akin Düzakin, La Joie de lire, 2017, 64 p.

Une rose chez les loups

Violée par trois policiers, une jeune Tunisienne décide de porter plainte. Elle est alors confrontée à une administration patriarcale qui lui reproche le crime dont elle est victime. Un thriller féministe renversant. Par Julie Jeannet

La soirée devait être inoubliable. Mariam, une jeune étudiante de 21 ans, avait organisé une fête dans un palace de Tunis. Tout était prévu. Un bus avait même été réservé pour ramener les jeunes filles à leur foyer d'étudiantes.

Tout était prévu. Sauf la rencontre de Mariam avec Youssef, leur balade sur la plage et le guet-apens tendu par des policiers du quartier. Youssef était parti retirer de l'argent pour graisser la patte « des chiens en uniforme ». Ils en avaient profité pour enfermer la jeune fille dans leur voiture de service et la violer à tour de rôle. Une ellipse nous épargne la scène et nous entraîne plus tard dans la nuit. Youssef tente de rattraper Mariam qui titube sur le bitume, ivre de haine. Il convainc la jeune femme de porter plainte. La belle et la meute nous plonge dans les dédales d'une administration où une femme est forcément à l'origine des maux qu'elle tente de dénoncer.

Ce film est inspiré d'une histoire vraie, relatée dans le livre *Coupable d'avoir été violée*. Il ne raconte pas tant l'agression sexuelle que le parcours d'une jeune Tunisienne pour faire reconnaître ses droits, exiger justice dans une société qui fait la sourde oreille et tente d'étouffer l'affaire. En neuf plans-séquences, la cinéaste tunisienne Kaouther Ben Hania nous entraîne dans une nuit cauchemardesque dont les ficelles sont tirées par un système bureaucratique phallocrate.

La robe de soirée que portait Mariam, campée par l'époustouflante Mariam Al Ferjani, va l'enfermer dans l'image d'une femme légère, volage, responsable de son agression. Les regards, remarques et allusions sur sa tenue la suivront des couloirs sinueux des hôpitaux aux commissariats de police hérités de l'ère Ben Ali. Ce scénario dépasse largement les frontières tunisiennes. Que vaut la parole d'une femme légèrement vêtue contre celle de trois représentants des forces de l'ordre ? Dans quelle société une jeune femme peut-elle accuser des policiers de viol sans se voir reprocher sa tenue, ses gestes, ses paroles, voire son existence ?

Dans son quatrième long-métrage, la cinéaste tunisienne nous plonge dans une nuit terrifiante. Cette œuvre indispensable va jusqu'à comparer la société tunisienne à un film de zombies, lorsque Youssef, ancien militant de la « révolution de jasmin » raconte la façon dont il se sent poursuivi par des êtres sans conscience. *La belle et la meute* est surtout le récit d'un éveil politique. Mariam se battra bec et ongles pour exiger des loups que ses droits soient reconnus. Un magnifique hommage à Meriem Ben Mohamed, la véritable héroïne et auteure du livre, dont deux des agresseurs ont été condamnés à 15 ans de prison en 2014. |

La belle et la meute, Kaouther Ben Hania, 2017, 1h40.

«Toute caresse toute confiance se survivent»

«La poésie n'a rien à faire dans un rapport de police», assène un policier genevois à son collègue au moment de rédiger un rapport sur un suicide en prison. Dans le dernier roman de Xochitl Borel, par contre, la poésie occupe une place de choix. Placée au cœur du récit, elle en est presque une protagoniste, et se déploie aussi dans la plume délicate de la romancière.

De son écriture ciselée et sensible, la talentueuse Romande capture sa dizaine de personnages dans toute leur humanité, avec leurs fêlures et leurs blessures, mais surtout leurs élans de tendresse et leurs désirs. Il y a Eliott, le flic qui «[voit] le monde à travers une lucarne de suicidés» et croise le chemin de ces anonymes qui meurent dans nos rues et nos prisons dans l'indifférence générale. Eva, la psychologue, qui tente de ramener à la parole des patient·e·s qui s'enterrent dans le silence. Tsyori, avide de mangues et de lune. Fiora, aux bras aussi grands ouverts que ses cheveux sont blancs, ou Maëlys, à la bouche résolument fermée du haut de ses 6 ans.

Et surtout Mehran, Farid, Majda, relié·e·s par des fils qu'Eliott s'efforce de démêler. Exilé·e·s, ces hommes et ces femmes se démènent dans une Genève où, «quand il s'agit de sans-papiers, on a cette foutue manie d'oublier leur visage». Au point que la police s'emmêle les pinceaux et prend un suicidé pour un autre. Une fiction certes, mais d'un réalisme troublant. Fin octobre, dans la réalité cette fois, Lamine F., requérant d'asile, décédait dans une cellule lausannoise où il avait été jeté par méprise: la police l'avait confondu avec un autre Gambien. Un roman magnifique et prenant qui esquisse un autre visage de Genève, loin des banques et des rues bien léchées, la Genève de celles et ceux qui affrontent au quotidien le déracinement et son corollaire si fréquent, la précarité. |

Camille Grandjean-Jornod

Les oies de l'Île Rousseau, Xochitl Borel, Éditions de l'Aire, Vevey, 2017, 296 p.

Être une fille bien

Rabat, mai 2015. Alors qu'elle vient de finir une séance de dédicace de son dernier roman traitant de l'addiction sexuelle, Leïla rencontre Nour, une de ses lectrices. Comme beaucoup de femmes marocaines que Leïla a rencontrées lors de sa tournée, Nour lui confie alors l'histoire de sa vie intime, celle de la prise de conscience de sa sexualité. Au cœur de celle-ci, un malaise. Enfant, on lui a appris que l'amour menait automatiquement au sexe et que le sexe, c'était mal. Au Maroc, seuls les couples mariés ont des rapports sexuels. C'est du moins ce que veut la morale. Dans la pratique, Nour va néanmoins vite se rendre compte de l'hypocrisie d'une société qui refuse de voir la réalité. Son parcours émancipateur, comme celui de tant d'autres, titubera constamment entre son désir d'être libre de ses choix et le poids des normes sociales. Dans un pays où les relations sexuelles hors mariage sont interdites par la loi, qui ne tolère l'avortement que dans de rares conditions et qui met sur un piédestal la sacro-sainte virginité des femmes, vivre librement sa vie amoureuse est un défi quotidien.

Au travers des récits de Nour et des différent·e·s protagonistes que l'auteure rencontre – prostituées, militant·e·s, cinéastes, journalistes, docteur·e·s, simples citoyen·ne·s –, le lecteur plonge au cœur d'une société qui se questionne, qui est questionnée, et dont les réactions, parfois violentes, sont autant de signes d'un changement en cours. Entre honte et remises en question, mais aussi solidarité et courage, *Paroles d'honneur*, un roman graphique signé Leïla Slimani et dessiné par Laetitia Coryn, nous immerge dans cette réalité marocaine d'où émerge un cri universel: celui de la volonté de disposer librement de son corps. Un cri d'espoir, où la parole se libère! |

Sabine Eddé

Paroles d'honneur, Leïla Slimani et Laetitia Coryn, Éditions Les Arènes, Paris, 2017, 110 p.

© Herji

Parler pour les naufragé·e·s

Deux monologues de l'auteure sicilienne Lina Prosa donnent chair aux innombrables destins noyés en Méditerranée ou gelés dans les Alpes, sur les chemins de l'exil. À la Comédie de Genève, Maryse Estier et Simone Audemars mettent en scène ces textes.

Propos recueillis par Camille Grandjean-Jornod

En apnée entre deux eaux, dans un instant de suspension entre la vie et la mort, Shauba raconte son départ, ses espoirs et son naufrage dans *Lampedusa Beach*. Mohamed a survécu à la traversée, mais n'en peut plus d'attendre une décision, parqué dans une vallée alpine reculée. Parti en quête de justice, le protagoniste de *Lampedusa Snow* trouve la neige et la mort.

▷ **AMNESTY:** Shauba et Mohamed sont des personnages de fiction, mais leurs semblables existent bel et bien. Peut-on parler « à la place de » ?

◁ **Maryse Estier:** Cela revient à poser la question: « peut-on se taire » ? Moi, je ne peux pas. Mais je cherche la manière juste de prendre la parole.

◁ **Simone Audemars:** On fait des métiers culottés, que voulez-vous! Prendre la parole « à la place de », c'est la prétention absolue, mais c'est ça, le théâtre. La question que je me suis posée, c'est la naissance du récit. Pourquoi l'acteur se met-il à parler ? Il n'est pas Mohamed, c'est une évidence éthique. Ce n'est pas une prise de parole mais un récit dramatique, incarné de manière vibrante.

◁ **ME:** Ces comédiens sont des passeurs d'histoires.

▷ Justement, comment les avez-vous choisi·e·s ?

◁ **SA:** J'ai choisi Aymeric Trionfo d'abord parce que j'aime ce comédien. Je cherchais aussi quelqu'un qui ait une relation avec la migration. La famille d'Aymeric vient du sud de l'Italie, elle a traversé les Alpes pour s'installer à Fribourg. Il y a une histoire familiale, même si ce n'est évidemment pas la même que celle de Mohamed. Choisir Aymeric, c'est aussi une manière de dire: il y a des gens qui ont migré à travers ces Alpes et qui ont trouvé leur place ici, ce ne sont pas que des échecs.

◁ **ME:** Pour ma part, je souhaitais une comédienne avec une présence forte au plateau, comme Kaijé Kagamé, pour éviter une posture de victimisation. Cette prise de parole est urgente et nécessaire, le sujet n'est pas de s'apitoyer.

▷ Le théâtre a-t-il une vocation politique ?

◁ **SA:** L'origine du théâtre européen, c'est le débat citoyen antique, la *pólis*: les affaires du monde se discutent dans un espace de fiction, qui agit comme un révélateur des tensions et des désordres. Mais si cela devient militant, pour moi ça ne va plus. À une époque, un certain théâtre donnait des leçons et disait comment on devait penser. Je ne me positionne pas ainsi: le théâtre peut interroger, mais il n'impose pas une manière de réagir.

◁ **ME:** Cela dit, la prise de parole publique, quelle qu'elle soit, est politique. Mais un texte théâtral ou poétique diffère d'un discours politique car il crée de l'imaginaire et ouvre l'esprit. Quand on entend le nombre de morts à la radio, on ne le comprend pas intrinsèquement, alors que la poésie, elle, nous traverse, et ouvre nos pensées de manière plus sensible.

◁ **SA:** Oui, quand elle est incarnée, la poésie passe par un corps, et cela nous touche sensiblement.

© Carole Parodi

© DR

Deux spectacles en une soirée : ***Lampedusa Beach*** (ci-dessus) et ***Lampedusa Snow*** (ci-contre). À voir à la Comédie de Genève, du 13 au 25 mars 2018.

▷ Pour revenir aux textes, ils sont intimement liés, au point qu'on se demande si Shauba et Mohamed ne seraient pas frère et sœur…

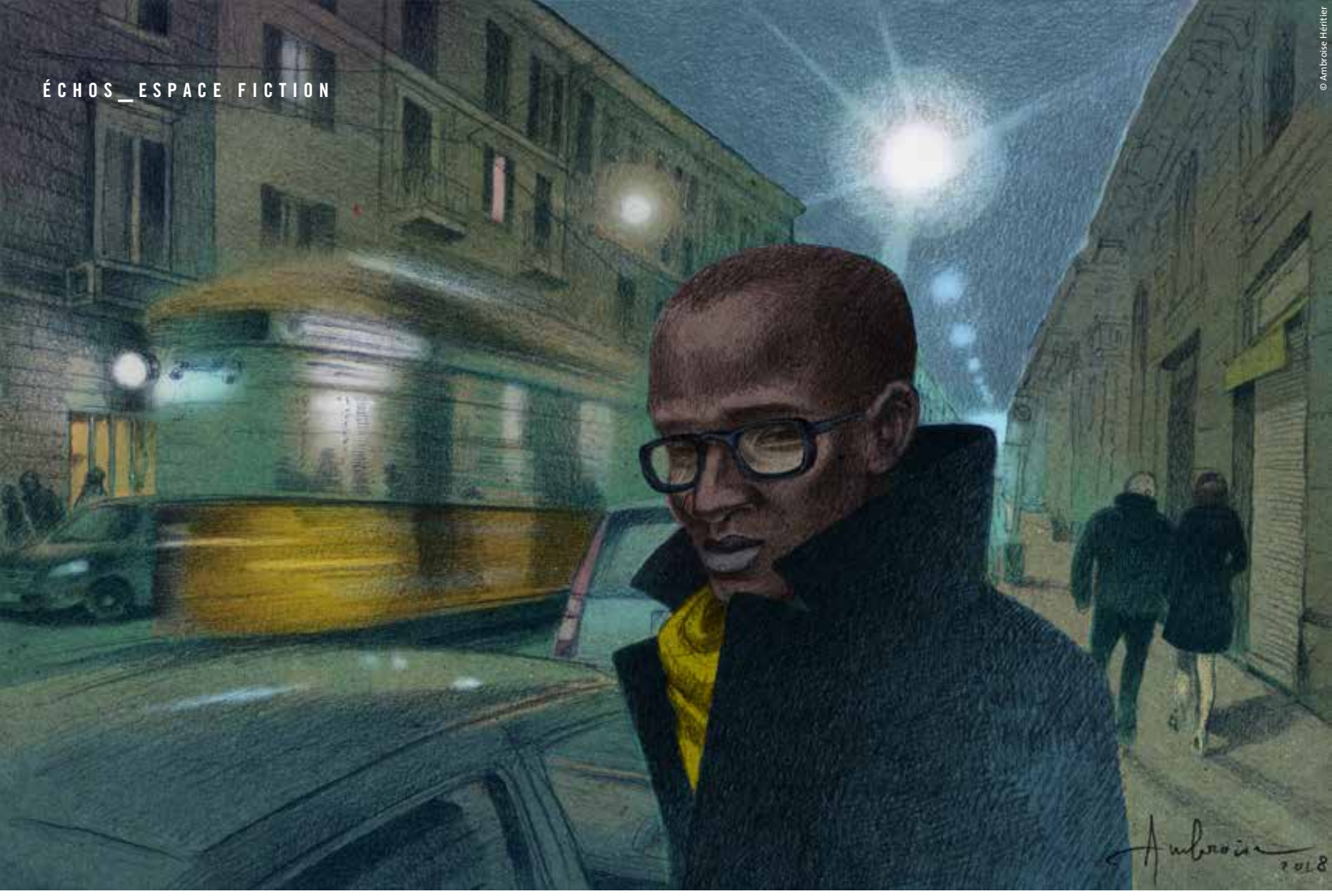
◁ **ME:** Il subsiste un flou quant à leur lien de parenté: c'est très important car cela rappelle que ces histoires singulières sont en fait à conjuguer au pluriel.

◁ **SA:** Ces textes se rejoignent aussi par le fait que ces deux êtres font face à une nature qui les traverse et qui les tue: la mer pour Shauba, la neige pour Mohamed. Quelque chose de l'ordre du tragique se joue, d'une force supérieure contre laquelle ils ne peuvent pas lutter et qui les relie.

▷ En même temps, « la mer est innocente », dit Shauba dans *Lampedusa Beach*. Qui est coupable ?

◁ **ME:** La spécificité de l'écriture poétique, c'est aussi qu'on peut l'entendre de plusieurs manières. La mort de Shauba, je la lis aussi comme une forme de naissance.

◁ **SA:** Ce sont des êtres qui muent: ils renaissent autrement, pas pour eux, mais pour nous: c'est à nous, spectateurs, de prendre en charge la vie de ces personnages. |



© Ambroise Héritier.

MILAN, HÔTEL GRAN DUCA

Bon Dieu, cette brume humide, cette noirceur, ce froid. Heureusement qu'il y a les lumières, le bruit de la ville qui se réveille. Seydou grimpe avec soulagement dans le tram qui s'arrête. C'est celui qu'il préfère, le modèle ancien, qui tremble, qui laisse passer l'air à travers les portes, le modèle avec les sièges en bois et la lumière jaune qui donnent de la chaleur dans cette nuit noire. Il regarde les passagers, solitaires, droits, pâles, éveillés mais robotiques. Il sort du tram à deux pas des Navigli. Toujours ce froid et cette brume. Il se console avec les mille lumières qui se reflètent dans l'eau depuis les ponts arqués au-dessus du canal. Le noir bleuté de l'eau, la brume et les lumières, la beauté de sa ville. Six heures moins dix, le temps de prendre un café avant de commencer le service du matin. Un café, non, un caffè macchiato ; il rit en pensée. On est à Milan, bon sang, et chez les Italiens, ces histoires de cafés c'est précis, sacro-saint, même. Caffè macchiato, latte macchiato, cappuccino, caffè lungo, marocchino, ristretto et d'autres encore… Quand il a commencé à boire du café en Italie, il s'est trompé plusieurs fois avant de comprendre quelle sorte de café il fallait qu'il commande pour avoir ce qu'il voulait. Mais diable, qu'ils sont bons ces cafés.

Il allume la grande machine à café du bar, fait mousser le lait à la vapeur dans le pichet, cale le manche métallique et sa cuillère remplie d'un sachet à l'engin, laisse couler son premier café de la journée. Il y ajoute une cuillerée de mousse de lait. Il ressent la chaleur de la tasse entre ses mains, goûte le mélange de café et de mousse de lait. En s'éveillant au liquide chaud qui se répand dans sa gorge, il repense à la discussion qu'il a eue la veille avec Alassane, son père. Toujours cette même discussion à propos de Fatou, sa sœur, que Seydou voudrait tant faire venir en Italie. « Si elle loupe cette rentrée scolaire, elle perd l'occasion de venir avant la fin de l'école élémentaire. Il faut qu'elle termine son école obligatoire à

Milan, ce sera plus facile pour elle de s'adapter. » Mais rien à faire, comme toujours Alassane son père a refusé de l'écouter. Tant qu'il sera au noir, il ne fera pas venir Fatou. Même si lui, Seydou, paye le billet de sa poche avec l'argent qu'il gagne à l'hôtel. « Imagine si je perds mon travail là, comment on fera pour payer l'appartement ? Et si on a plus d'appartement, on la mettra où Fatou ta sœur et ma fille. Non, c'est non, tu entends ça là. » Puis, Seydou a commencé à s'énerver, il ne sait même plus comment il en est arrivé là, mais il a traité Alassane, son père, de trouillard, d'imbécile même. « Le respect, mon fils, tu gardes le respect. » Jamais Seydou ne lui avait parlé ainsi. Ça lui a tourné dans la tête toute la nuit.

Un premier client le tire de ses pensées. Un commerçant italien de passage à Milan. Souliers de cuir cognac, très beau cuir, pantalon en velours côtelé noir, gilet de laine marron sur chemise blanche, grand, grisonnant, élégant. L'homme commande un cappuccino en souriant. Seydou apprend qu'il livre des magasins de la capitale lombarde en articles de maroquinerie. L'homme avale un croissant, un verre de jus d'orange, prend un deuxième café, puis sort du restaurant de l'hôtel avec sa veste sous le bras. Seydou débarrasse la table du négociant.

Alassane son père n'avait pas fait la traversée de la Mauritanie et de la Libye, non, il n'était pas monté sur un de ces bateaux bondés de migrants que la marine italienne repêche sous les caméras de journalistes pour les oublier le jour suivant. Non. Il avait attendu que son cybercafé de Dakar, un des premiers de leur quartier, lui rapporte assez d'argent pour prendre l'avion avec un visa de touriste. Il avait pris pied chez d'autres Sénégalais et commencé dans l'agriculture. Les vignes, les tomates et le riz, oui, la plaine du Pô est propice à la culture du riz. Il avait trouvé un emploi dans une petite entreprise de textile. Il mettait en boîte les foulards, les écharpes et les gants de la maison Gianni. Il avait loué un appartement à lui, exigu, sombre, juste au-dessus de la voie ferrée, mais à lui. C'est à ce moment seulement qu'il avait fait venir Seydou. Et tant qu'il serait au noir, Alassane son père ne ferait pas venir Fatou, sa fille. Il avait trop peur de se retrouver à la rue avec elle.

La salle du restaurant s'est remplie. Lorsque Seydou passe entre les tables, il entend une cliente suisse de Genève dire à son mari : « Il fait long pour apporter les cafés, ce black. Je vais lui demander si ça vient. » Elle se dirige vers le bar et lui demande en anglais s'il n'a pas oublié les boissons. Elle ne voit pas que je parle français comme elle, celle-là, pense-t-il. Mais sans se départir de son calme et de son sourire, il lui explique en anglais qu'il sert la table du fond et qu'il s'occupera d'elle ensuite. « Nous avons commandé des cafés au lait », précise la cliente suisse, agacée, lorsque Seydou arrive à la table du couple avec ses deux cafés noirs. « Aucun problème, je vous les refais. »

Une année qu'il travaille à l'Hôtel Gran Duca en appoint, au noir, comme son père, comme homme à tout faire. Il aide les femmes de ménage, porte les draps à l'entreprise de blanchisserie, dresse les tables du déjeuner, nettoie les sanitaires et la petite cour intérieure au jet d'eau et au balai, ouvre le restaurant de l'hôtel où il effectue le service du matin. C'est ce qu'il préfère. Trouver un moyen de régulariser son père. Parler au directeur de l'hôtel, il sera à la réception lorsqu'il aura fini son service. Il l'aime bien ce nouveau directeur, c'est lui qui lui a permis de travailler au restaurant de l'hôtel, les employés italiens et ceux d'Europe de l'Est, eux, lui avaient fait comprendre que ce n'était pas possible. Il lui dit qu'il a étudié à Londres, le nouveau directeur, que là-bas c'est multiculturel. Que Milan ça change, lentement, que c'est encore provincial. Il lui pose plein de questions sur son quartier à Dakar, sur sa vie là-bas, il lui montre qu'il connaît un peu l'Afrique, le Sénégal, Dakar, Saint-Louis, et même le sabar[1], il lui montre qu'il aime ce qu'il en connaît ; il peut peut-être l'aider pour les papiers de son père. Il a entendu que d'autres Sénégalais ont obtenu des papiers en règle, ça doit être possible, et après, Alassane son père sera d'accord de faire venir Fatou.

Il prépare les cafés, sert les clients, débarrasse et nettoie les tables de ceux qui ont terminé leur déjeuner, ajuste le grand buffet en y amenant les croissants, les fromages et les gâteaux qui manquent. Il songe aux beignets sucrés de sa mère, à l'odeur épicée de son café filtre. Il voit leur petit immeuble en angle autour de la cour intérieure dans son quartier de Dakar, les latrines puantes aux deux étages, les enfants qui dorment par rangée de six ou de dix à même le sol, et le sable partout, dans les rues, les préaux, les marchés. Il se rappelle le goût des nouilles épaisses au poulet et à l'huile de palme de sa mère, le son de la mosquée appelant à la prière de l'autre côté de la rue, celui de la musique, des percussions et des enfants qui dansent, qui rient et qui jouent. Il voit les lumières de sa ville, celles du midi, jaunes, blanches, aveuglantes, écrasantes, et celles irréelles et apaisantes du crépuscule. Puis, avant de ramener son esprit là où il se trouve, il regarde encore sa mère danser le sabar. Il la voit enfiler son pagne préféré, d'un vert éclatant orné de motifs fleuris roses et bleus. Elle effectue plusieurs allers-retours de sa danse magnifiée par le tissu, au son sec et frénétique des percussions. Elle lance ses jambes en hauteur et les accompagne de vastes mouvements des bras. Les pieds touchent à peine le sol. Ses gestes sont élastiques et endiablés, gracieux et emplis d'une inépuisable énergie. Seydou la regarde s'envoler dans sa danse folle, suspendu encore quelques instants à ses pensées, puis il revient à son bar, à ses clients, à ses cafés.

Le directeur arrive : « Comment ça va ? » Bien, merci. « Mon père, il est au noir, j'ai entendu dire qu'il y a moyen de recevoir des papiers, vous savez peut-être comment faire ? », s'entend lui demander Seydou. « Est-ce qu'on pourrait parler un peu après

© Ambroise Héritier

mon service ? » « Il y a un nouveau décret-loi pour la régularisation des migrants, il y a peut-être quelque chose à faire, oui. Combien de temps que ton père est en Italie ? Sept ans ? Il y a peut-être quelque chose à faire. »

La cliente suisse de Genève qui parle anglais avec Seydou l'interpelle à nouveau au bar. « J'ai renversé tout mon jus d'orange. » « Ce n'est pas grave, je vous prépare la table d'à côté. » Et vous nous ramènerez deux cafés. Ils ne veulent rien savoir de mon français, de mon Sénégal, de qui je suis. Ne surtout pas les importuner, juste leur préparer ces cafés. « Et cette fois-ci vous nous les ramènerez directement allongés. » Il sourit en inclinant légèrement la tête.

Mais derrière son sourire, il y a son regard, noir, déterminé, lucide quant au rôle qu'il joue. Il y a les hommes et les femmes de son continent, qui n'atteignent jamais les côtes européennes vivants, ou qui peinent à mettre pied dans la modernité occidentale. Il y a ses frères qui grappillent quelques sous en vendant des contrefaçons chinoises sur la plage, dans les marchés et les rues d'Italie. Derrière sa docilité sciemment endossée, il y a Fatou sa sœur, même père, même mère, restée là-bas depuis trop longtemps. Leurs bagarres de petits enfants, ses croche-pattes pour la faire tomber, les pleurs de Fatou, ses plaintes de petite fille, la marelle, le foot, la corde à sauter dans le sable et la poussière de la rue. Leurs courses sur les balcons qui traversent leur immeuble. Leurs fous rires, les femmes qui leur crient de jouer ailleurs. Fatou sa sœur adolescente, avec les bijoux dorés, tous ses bracelets autour des poignets, les habits serrés-serrés et colorés, ses moments studieux, ses sourires de qui veut plaire. Leurs bagarres de grands enfants, l'intelligence de sa sœur, son caractère, son fichu caractère. Pas une femme à servir l'homme, Fatou, pas une femme à rester au Sénégal.

Seydou a terminé d'éponger le jus d'orange renversé par la cliente genevoise. Antonino, son collègue italien, vient d'arriver. Il va s'occuper du bar et de la salle du restaurant. Il n'aime pas que Seydou s'en occupe. C'est sa place à lui, Antonino, alors ok pour qu'il fasse l'ouverture, l'Africain, mais après c'est lui. « Les toilettes sont sales. Il faut les nettoyer. » « Pas de problème, je vais le faire », dit Seydou. Et toujours ce ton calme et ce sourire. « Et après il faudra aider aux chambres. » Il enfile les gants en plastique, prépare le seau d'eau, l'éponge et la brosse à récurer et disparaît dans les sanitaires de la réception. Il lève la lunette des toilettes, bon Dieu, qu'elles sont sales. Il plonge la brosse dans la cuvette ; et dans sa tête résonnent les mots qu'il a entendus dans la salle. « Il y a un nouveau décret-loi. » |

Nadia Boehlen

[1] Le sabar désigne à la fois un instrument de percussion, un style de musique, et une forme de danse traditionnelle au Sénégal et en Gambie.

LOLITA, LA VOIX DU PEUPLE QUICHÉ

La Guatémaltèque Lolita Chavez dénonce les multinationales qui saccagent sa terre natale et milite contre les violences faites aux femmes indigènes. Une lutte de tous les dangers : elle a déjà échappé à plusieurs tentatives d'assassinat et de viol. De passage à Berne, la militante s'est confiée sur sa vie et ses combats.

« Je ne suis pas diplomate. Je dis ce que je pense. » Aura Lolita Chavez Ixqaquic, 45 ans, qui préfère être appelée Lolita, ne supporte pas les compromis. Elle affronte les épreuves de la vie avec un sourire bienveillant et un enthousiasme sans bornes. La cofondatrice du Conseil du peuple maya quiché (CPK), elle-même issue de cette ethnie, est une figure de proue parmi les défenseur·e·s des droits des peuples indigènes du Guatemala.

Née en 1972 à Santa Cruz del Quiché, Lolita a vécu « une enfance triste », entre le conflit armé opposant des guérillas marxistes au gouvernement guatémaltèque (1960-1996), un tremblement de terre dévastateur en 1976 et le décès de ses parents alors qu'elle avait 11 ans. « On me demande souvent d'où je tire ma force. Je pense qu'elle vient de ma maman », confie-t-elle avec un sourire ému. Sa mère était active dans une organisation qui s'élevait contre la répression militaire. « J'aime dire qu'elle m'a transmis sa rébellion au sein. Elle a fait de moi celle que je suis. » La jeune Maya découvre très vite les inégalités et le racisme institutionnel envers les peuples autochtones, que ce soit l'accès restreint à l'eau potable, les viols ou l'exploitation dont sont victimes les femmes.

Lolita devient enseignante. En parallèle, elle et d'autres militantes fondent en 2008 le CPK, « pour défendre la Terre Mère face au gouvernement corrompu par les multinationales et les cartels ». « Avec la complicité des paramilitaires, les autorités livrent nos terres aux grands projets d'extraction minière, d'hydroélectricité, de monoculture… Les ressources sont pillées. C'est contraire à la cosmovision maya : la Terre Mère est nous et nous sommes la Terre Mère, alors nous devons la protéger. L'être humain n'est qu'un élément de l'univers », assène-t-elle.

Lolita, ses collègues du CPK et d'autres peuples indigènes ont infligé à Monsanto une cuisante défaite en 2010. « J'ai pensé à une blague lorsque Monsanto a annoncé vouloir privatiser les semences de maïs, un aliment sacré pour nous. Lorsque nous avons vu que c'était sérieux, la mobilisation a été telle que nous avons pu faire annuler cette loi – tout comme pour d'autres projets d'exploitations minières », détaille-t-elle. Actuellement, Lolita et ses collègues sont aux prises avec un mégaprojet hydroélectrique.

En raison de sa lutte contre les « multinationales prédatrices », les détracteurs de la Guatémaltèque la considèrent comme un « épouvantail du développement » et lui font subir un « harcèlement psychologique permanent ». Lolita raconte qu'un groupe armé qui la recherchait a surgi dans un bus où elle se trouvait, puis frappé au sang les femmes qui voyageaient avec elle. Plusieurs compagnons de lutte ont été assassinés. Elle évoque aussi les menaces de viol – y compris envers sa fille de 22 ans – et les campagnes de haine à son encontre la traitant de sorcière, de prostituée… L'émotion la saisit lorsqu'elle évoque ce douloureux chapitre, sa voix se brise.

En 2017, les attentats manqués et les menaces se multiplient. Les Brigades de paix internationales l'envoient se réfugier à Bilbao, avec son fils de 16 ans.

La militante vit au quotidien avec la peur mais elle ne veut pas se laisser enfermer par ce sentiment. Lolita préfère parler d'espoir : elle a été en 2017 finaliste du Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit, décerné par le Parlement européen. « Cela signifie beaucoup pour les femmes qui défendent nos droits. Cette nomination a rendu plus visible notre combat pacifique. » Lolita nourrit aussi un autre espoir : réentendre bientôt les oiseaux des montagnes guatémaltèques, qu'elle chérit tant. |

Noémie Matos

Lolita Chavez porte tous les jours le *huipil*, une blouse traditionnelle brodée ou tissée par les femmes mayas.

© Amnesty International/Noémie Matos

ENGAGEZ-VOUS AVEC AMNESTY POUR LES DROITS HUMAINS !

AGIR AU SEIN D'UN GROUPE

Dans toute la Suisse, des personnes s'engagent avec Amnesty International. Également dans votre région.
Pour en savoir plus : www.amnesty.ch/agir

EN LIGNE

À l'adresse www.amnesty.ch/agir, vous découvrirez les informations les plus actuelles sur nos activités ainsi que les différentes possibilités de vous engager pour les droits humains.

EN VERSANT UN DON

Votre soutien financier, qu'il soit ponctuel ou régulier, fait concrètement avancer la cause des droits humains. Vous trouverez un bulletin de versement joint à ce magazine.

EN FAISANT UN LEGS

Avec un legs ou un héritage, vous soutenez notre travail à long terme. Chantal von Gunten Graf vous informera avec plaisir au 031 307 22 69 ou à l'adresse cvongunten@amnesty.ch.

INSCRIVEZ-VOUS ET RECEVEZ GRATUITEMENT LA NEWSLETTER WWW.AMNESTY.CH/NEWSLETTERS

ZEWO ZERTIFIZIERT CERTIFIÉ CERTIFICATO

AMNESTY INTERNATIONAL Section suisse
Speichergasse 33 . Case postale . 3001 Berne
T: +41 31 307 22 22 . F: +41 31 307 22 33
info@amnesty.ch . www.amnesty.ch
CCP: 10-1010-6 . IBAN: CH08 0900 0000 1000 1010 6